

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 26 (1140) 19 juin 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 – 3

Stéphane, pourquoi t'a-t-on tué ?



Sa famille et de nombreux amis enterrent Stéphane (24 ans), abattu par un policier d'Arlon. Pour "quelques fleurs arrachées", a-t-on dit. Mais les jeunes que nous avons interrogés, dénoncent la version des médias : «C'est celle de la police».

4 - 5

**"Les égoïstes,
c'est pas nous !»
Manifeste, résistance**

7

**Un médecin PTB
refuse d'être
suspendu par l'Ordre**

14 – 17

**Lire, un plaisir utile :
des bouquins
pour vos vacances**



Encore un jeune tué par la police

Thierry Warmoes et Julien Versteegh

Pour quelques fleurs arrachées, Stéphane a été abattu par un policier à Arlon le 9 juin. En 1991, Mimoun est mort pour avoir shooté dans une boîte de coca à Bruxelles. Cette année, Bajro a été abattu pour une assurance de voiture.

«La police et la gendarmerie font leur travail correctement», estime pourtant le député-bourgmestre PS d'Arlon, Guy Larcier. Verra-t-on bientôt, comme au Brésil, des tueurs à gage "nettoyer" les rues en assassinant des jeunes frappés par le chômage et l'exclusion ?

Stéphane, 24 ans, mort pour quelques fleurs

Aveuglé par un spray lacrymogène, puis abattu à bout portant par un policier...

Stéphane Huet, 24 ans, a été abattu dimanche 9 juin, vers une heure du matin, par un policier, au centre d'Arlon. Il était accusé d'avoir déterré des géraniums. Selon la version officielle, «il a refusé de suivre l'agent. Empoignade, puis bagarre. Le jeune homme a sorti un couteau et a foncé sur le policier. Jacques Seleck (le policier) a reculé, sorti son arme et tiré». (La Meuse, 11 juin 1996). Le policier invoque la légitime défense. Il n'est toujours ni arrêté, ni inculpé. Des amis de Stéphane étaient sur place au moment des faits. Ils sont encore sous le choc et ne se sont confiés qu'à leurs amis intimes. L'un d'eux, Carma, nous relate les faits. «Stéphane attendait sa copine quand la police est arrivée. Ils l'ont immédiatement accusé d'avoir déterré des fleurs. Mais ce n'était pas lui qui l'avait fait; d'ailleurs, elles avaient été arrachées deux heures plus tôt. Stéphane a nié. Il s'en est suivi une discussion avec les policiers. Ils se sont énervés. Un policier a actionné son spray lacrymogène. Stéphane est tombé à genoux, les mains devant les yeux. Les deux policiers lui ont alors donné des coups pieds. Quand ils s'en sont pris à sa tête, Stéphane s'est relevé. Il a sorti son couteau, un petit canif, pas plus grand qu'une main. Une réaction normale de la part de quelqu'un qui se fait agresser. Mais Stéphane était toujours aveuglé. Il

ne s'est pas avancé non plus. Le policier l'a descendu à bout portant. Il était encore vivant, mais les policiers ne l'ont même plus regardé.» La police n'a pas appelé l'ambulance et Stéphane a souffert encore un quart d'heure avant de mourir. Il est resté deux heures sur place. A sept heures du matin, il a été déposé à la morgue par un policier de service...

Révolte des amis de Stéphane, répression brutale

Tout de suite, ses amis se révoltent. Un commissaire de police et un colonel de gendarmerie, appelé par la police, sont jetés par terre. Le lendemain, les jeunes organisent une manifestation. Ils bloquent les carrefours, allument un feu sur la rue. Ils tiennent un sit-in devant le commissariat. Prétendant des actes de violence imaginaires, le bourgmestre ordonne l'arrestation administrative. Il a fait venir un peloton anti-émeutes de Bruxelles ! Il y a plus de gendarmes que de jeunes. On tape dans le tas... 37 jeunes se retrouvent au bureau de police et dans les cachots de la gendarmerie... Ils sont relâchés dans la nuit. Stéphane a été enterré le 12 juin, à Messancy, à 15 km d'Arlon. Tout l'appareil de répression était mobilisé : polices locales, brigades



Les amis de Stéphane, profondément choqués, lui ont rendu un dernier hommage en récitant un poème. Pendant ce temps, la gendarmerie s'était déployée dans toute la région, y compris dans le cimetière.

de gendarmerie, BSR, pelotons anti-émeutes. Sur la route d'Arlon à Messancy, chaque carrefour était gardé par des motards. Il y avait des flics jusque dans le cimetière ! Mais les jeunes n'ont pas réagi. Leur douleur était bien trop grande. Près de 500 personnes, jeunes et plus âgées, sont venu

témoigner de leur peine et de leur sympathie pour Stéphane. Les fleurs ne se comptaient pas. Tous l'avaient connu, durant sa jeunesse à Messancy, ou plus récemment à Arlon. Ses amis lui ont rendu un dernier hommage en récitant un poème.

«Si c'était mon fils, nous confie

une dame de 50 ans, je tuerais ce policier. Le type à côté de nous raconte tout à la BSR, mais je n'ai pas peur : je dis tout haut ce que je pense. Nos ministres avec leurs pots-de-vins et les grands fraudeurs, on les laisse en liberté, mais un jeune qui a détruit quelques fleurs, on le tue.»

Le bourgmestre PS et la police accusent les victimes

Guy Larcier, député PS et bourgmestre d'Arlon justifie cet assassinat : «Depuis plusieurs mois, une violence s'installe, de plus en plus fortement à Arlon. Comme partout en Belgique et ailleurs... Je tiens à préciser que la plupart des jeunes, plutôt de jeunes adultes, qui ont commis les troubles sont bien connus des services de police et de gendarmerie... Je peux attester que policiers et gendarmes ont agi rapidement et comme il le fallait. Sur le terrain, la police et la

gendarmerie font leur travail. Très correctement. Chaque semaine ils interpellent les vandales et les délinquants.» Le bourgmestre ajoute qu'il a engagé une éducatrice de rue pour aider les jeunes ! (1) Le commissaire Michel Debot est du même avis : «Poubelles renversées, fleurs arrachées, voitures détruites à coup de pieds (!) sont monnaie courante. On en a assez.» (2)

Une campagne médiatique est lancée pour blanchir le policier

assassin et accuser Stéphane et ses amis. Selon *La Meuse*, Jacques Seleck est «un policier expérimenté, connu de tous comme un chic type». La RTBF certifie même qu'il n'a pas de casier judiciaire. Manquerait plus que ça pour un policier !

La Meuse — «la menteuse», comme dit le dictionnaire populaire —, ajoute que Stéphane, par contre, serait «connu pour des faits de drogue» et aurait «une réputation de bagarreur». Elle ajoute qu'«à sa

mémoire, ses copains ont... fumé un joint» et ont fleuri l'endroit où Stéphane est tombé «avec des fleurs arrachées». Le journal décrit «de très juvéniles mamans avec leurs bambins, scandant des slogans peu amènes» et des jeunes qui «crachaient et insultaient les autorités». (2) «Beaucoup de ces jeunes semblaient toujours sous l'influence de la boisson, ajoute un quotidien régional. Ils ont menacé de s'en prendre au bâtiment de la police communale.» (3)

Après l'enterrement, nous discutons avec une vingtaine de jeunes sur une terrasse au centre d'Arlon. Un cameraman de RTL était près de nous. A la radio, le bourgmestre signale des incidents alors que tout est calme. Le cameraman téléphone immédiatement à sa rédaction pour relever le mensonge. Au journal de 19 heures, RTL annonce pourtant que «l'on craint des incidents»...

1. L'Avenir du Luxembourg, 11.06.96. 2. La Meuse, 11.06.96. 3. L'Avenir du Luxembourg, 10.06.96.



«Stéphane était d'une gentillesse incroyable», racontent tous ses amis, du plus jeune à la plus âgée. Ils étaient 500 à l'accompagner au cimetière de Messancy, près d'Arlon.

«S'il vous plaît, ne nous enfoncez pas !»

Les amis de Stéphane traités comme des criminels

«Faites quelque chose pour la bande», nous dit une dame de 58 ans. «La bande», c'est une cinquantaine de jeunes entre 15 et 25 ans. La plupart ont dû quitter l'école et n'ont pas d'emploi. On les a traités de vandales, de drogués, de bagarreurs... Nous avons pourtant été frappé par leur gentillesse et leur solidarité. Ils partagent tout : leurs faibles moyens, leurs joies, leurs peines, mais aussi leur révolte face à tant d'injustice.

Catherine. S'il vous plaît, ne nous enfoncez pas comme la presse d'ici. Dimanche, nous avons fait une manifestation pacifique. Les journaux ont dit que nous avions cassé la vitrine d'une banque. Or cette vitre était déjà brisée avant. **Nathalie.** On a tous été embarqués. Les liens autour de mes mains étaient tellement serrés qu'on ne pouvait pas y passer un ciseau. Les flics n'ont même pas averti les parents des mineurs. Plusieurs d'entre nous ont été battus. Ils nous ont fait signer une déclaration où était écrit «Je ne suis pas blessé». J'ai refusé parce que j'étais pleine de bleus. Ils m'ont tordu la main pour que je signe, mais j'ai tenu bon.

Isabelle. Nous n'avons reçu ni à boire, ni à manger. Ils riaient. Un

gendarme a dit à un autre : «Laquelle tu prends ce soir ?»

Catherine. Ils ont même dit que la mort de Stéphane n'était «qu'un échantillon».

«Nous respectons l'homme, pas eux»

Nathalie. Ils nous traitent comme des criminels. Ils ont envoyé la gendarmerie de Bruxelles, la BSR et je ne sais quoi encore. Tant pis pour eux, il ne s'est rien passé, grâce à nous. Parce que nous respectons l'homme. Eux, ils ont tué Stéphane pour quelques fleurs arrachées. On ne mérite pas de mourir pour quoi que ce soit.

Nathalie. Avant la manifestation de dimanche, plusieurs d'entre nous avaient du travail. Depuis, au moins trois ont été licenciés. Joëlle, convoquée d'urgence au CPAS, risque de perdre son aide.

Catherine. Je travaillais comme assistante-gérante dans un magasin au grand-duché. J'ai toujours bien fait mon boulot, je ne suis jamais arrivée trop tard. Mais je viens d'être licenciée.

Catherine. Stéphane cherchait du travail. A chaque fois, on lui demandait s'il avait une voiture. Mais il n'avait pas d'argent pour

s'en acheter une. Ce n'était pas un fainéant.

Monique. C'est vrai, il a demandé à mon père s'il ne pouvait pas travailler comme plâtrier. Il a même dit que s'il ne trouvait pas de boulot, il s'engagerait à l'armée.

Catherine. Pour le noircir, on a cherché dans son passé. Il a eu des problèmes de drogue, mais il les avait surmontés. Il était un peu bagarreur, oui. Mais ce n'était pas un vandale. Il y a trois semaines, en voyant des fleurs déterrées, il m'avait encore dit : «C'est con, il ne faut pas faire ça.»

Carma. Stéphane a eu la vie

difficile. Son père a fait faillite et est parti en France. Depuis ses 17 ans, il vivait seul, en rue. Mais il était d'une gentillesse incroyable.

Nathalie. Stéphane, c'était un comique, notre meilleur siffleur. Il avait un coeur énorme, il donnait des conseils, il nous écoutait vraiment.

Steve, 9 ans. Il était super-sympa, Stéphane.

Julienne, 58 ans. Stéphane venait toutes les semaines au home d'Arlon rendre visite à la grand-mère d'une amie. Quand il me voyait, il s'asseyait à côté de moi et me demandait comment ça allait.



Stéphane, près de sa mère et sa soeur.

La majorité PS-PRL sert ceux qui ont le fric

Catherine. On nous reproche d'être dans la rue la nuit. Mais nous n'avons pas de maison de jeunes. Les cafés doivent fermer à une heure du matin et les discothèques à trois heures.

Carma. La majorité PS-PRL à Arlon sert ceux qui ont le fric. Ils font venir les riches luxembourgeois. La population a dû émigrer vers les cités et les quartiers pauvres.

Carma. Ils ne font rien de social. Je suis chômeur et je loge chez moi un jeune de 17 ans, renvoyé de l'école. Il n'a droit ni au minimex, ni au chômage. Il est obligé de voler des vêtements pour s'habiller. Il voulait même voler une brosse à dent et du dentifrice. Tous les jours, je lui donne 100 francs pour passer la journée, acheter un sandwich... Le soir, je lui donne à manger. Il y a plein de cas pareils. Il n'y a pas de boulot ici. Beaucoup travaillent au Luxembourg. Mais là aussi on licencie. Je suis content d'apprendre que vous êtes communiste. Le communisme, c'est la solution d'avenir, pas le capitalisme. Si on ne change rien, les riches continueront à s'enrichir et les pauvres à s'appauvrir.

Des pelotons anti-émeutes en guerre contre les enfants d'ouvriers

Depuis la fermeture des aciéries en 1977, aucune activité industrielle importante ne subsiste à Arlon. Privés d'emploi, les jeunes traînent dans les rues. A Arlon comme à Bruxelles, les autorités n'ont qu'une réponse : la répression. Plusieurs jeunes ont trouvé la mort ces dernières années, comme Stéphane, pour des broutilles. Mimoun Sanhaji est mort en 1991 pour avoir shooté dans une boîte de coca. Bajro Beganovic a été abattu en 1996 : son assurance-auto n'était pas en ordre. Et ce 12 juin, une patrouille de la police d'Etterbeek, à la poursuite de trois mineurs, a tiré à trois reprises, blessant grièvement une passante de 58 ans. Selon le Parquet de Bruxelles, elle aurait été victime d'une «malchance»... (1)

Au lieu de s'attaquer aux riches, responsables de la crise, le gouvernement réprime les jeunes des milieux populaires.

Les ministres «socialistes» de l'Intérieur, Tobback et Vande Lanotte, ont renforcé les forces de répression : 3,6 milliards en 1994 et en 1996 pour les contrats de sécurité. 2.000 nouveaux policiers ont été engagés. Le commissaire en chef de Schaerbeek, Johan Demol, a été membre d'une milice fasciste. Mais pour le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte, aucune mesure disciplinaire ne s'impose. Parce qu'ils protestent contre la brutalité policière, des jeunes sont matraqués et jetés dans des cachots. La machine pour les criminaliser est alors mise en marche. La police et les autorités répandent le bruit qu'il s'agit d'une «bande de voyous», «bien connus des services de police».

Le jour de l'enterrement de Stéphane Huet, «des pelotons anti-émeutes s'étaient déplacés de Bruxelles et s'étaient répartis aux endroits stratégiques.» (2) Une

bavure policière donne prétexte à l'occupation quasi-militaire de toute une région.

Ceux qui ont soutenu la répression contre les jeunes immigrés à Bruxelles devraient réfléchir. La mort de Stéphane nous montre qu'il s'agit bien d'une guerre contre tous les jeunes issus de la classe ouvrière. D'une guerre non pas contre la criminalité mais contre la révolte des jeunes.

Le PTB exige :

- Que la police communale ne puisse plus porter d'armes à feu lors des patrouilles de routine.
- Que la gendarmerie, véritable armée contre le peuple, soit dissoute. Qu'elle soit interdite dans les quartiers et dans les conflits sociaux.
- Que le policier qui a tué Stéphane soit suspendu et qu'à l'issue du procès, il soit condamné de façon exemplaire et expulsé de la police.
- Plus aucun franc pour la

répression.

- Faites payer la crise aux riches : un emploi et un revenu pour tous

les jeunes.

1. Le Soir, 14.06.96.
2. La Meuse, 13.06.96.

Pétition pour Stéphane

La police et des commerçants d'Arlon font circuler une pétition pour blanchir le policier qui a tiré. Les jeunes ont réagi en lançant leur pétition. Ren-

voyez cette pétition à Rebelle, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Nous la remettrons aux amis de Stéphane.

Stéphane, 24 ans, un chouette copain !

Injustement abattu au lieu d'être immobilisé. Aidez-nous à ce que l'auteur de cette tragédie soit puni ou démis de ses fonctions.

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code Postal:

Commune:

Signature:

EDITORIAL

Eeltsine : défaite politique

Bert De Belder

Avec un soutien massif du capital russe et occidental, Boris Eltsine a pu mener une campagne électorale gigantesque pour sa réélection. Avec des moyens jamais vus, la mafia russe a pu manipuler les élections "libres" : tromperies, démagogie (proposition de supprimer le service militaire et d'augmenter les pensions !), corruption de politiciens locaux, gadgets (même des voitures !), pub médiatique à grande échelle et, à présent, falsification des élections...

Eeltsine et les Américains ont organisé une campagne publicitaire autour d'un prétendu "accord" avec les rebelles tchétchènes (qui travaillent main dans la main avec la CIA). On a même eu la provocation d'un meurtrier attentat à la bombe. Qu'Eeltsine obtienne à peine 2,5 % de plus que son rival Ziouganov, constitue une défaite politique et morale. La majorité du peuple russe s'est détournée de l'homme qui a mené la restauration du capitalisme à ses ultimes conséquences. Avec comme résultat : une richesse puante pour une petite mafia bourgeoise et la misère noire pour les autres. En ce qui concerne Gorbatchev, le "réformateur démocratique" qui a mis en route la liquidation du socialisme et de l'URSS, il a été vomé par le peuple russe. Ce grand "homme d'Etat", nourri au lait de l'Occident, n'a pas fait 1%.

Le plus marquant, c'est que Ziouganov, après cinq années de contre-révolution et d'une campagne orchestrée, obtient encore un tiers des voix. Cela montre que parmi les Russes ordinaires, reste ancrée l'aspiration au socialisme et aux acquis politiques. A la BRT (Terzake, 14 juin), une travailleuse communiste d'un sovkhose privatisé a indiqué : «Nous avions davantage de liberté auparavant. Quelle liberté avons-nous maintenant ? La liberté de voler et de piller.» Elle aurait pu ajouter : la liberté de choisir quelle fraction de la bourgeoisie matera les travailleurs et gèrera l'économie au service du capital intérieur et extérieur. Parce que, malgré l'usage de symboles communistes, le programme de Ziouganov ne contient aucune rupture avec l'économie du libre marché capitaliste réintroduit.

Ziouganov veut un capitalisme russe puissant, dirigé par un parti social-démocrate qui maintient les travailleurs sous son contrôle. Son projet a peu de chances : la bourgeoisie-mafia, liée au capital américain et allemand, ne le permet pas, et la crise est trop profonde. Les véritables communistes sont unis dans le Parti Communiste Bolchevik de toute l'Union et le Parti Communiste des Travailleurs de Russie, dirigé par Victor Anpilov. Mais une grande partie de la base de Ziouganov est composée de véritables bolchéviks. La lutte de classe en Russie peut prendre des tournants inattendus.



«Les égoïstes, c'est pas nous»

Le "Comité 532" interpelle tous les syndicalistes

532, c'est quoi ? Simple : 500 + 32. 500 milliards à prendre chez les riches pour financer enseignement, Sécu, services publics. 32 heures sans perte de salaire contre le chômage. Plus de 80 responsables syndicaux - FGTB et CSC, Nord et Sud, privé et public - ont déjà signé le manifeste ci-dessous (voir aussi page 5).

Jo Cottenier

«Nous en avons marre des injures des partis gouvernementaux qui accusent d'égoïsme et de corporatisme tous ceux qui se battent contre leurs plans de régression sociale. Les enseignants qui mènent une lutte courageuse contre les pertes d'emplois et qui refusent d'autofinancer leurs emplois par des pertes salariales, ne sont pas des égoïstes. Les sidérurgistes de Cockerill-Sambre qui refusent de sacrifier une indexation pour garder 51 intérimaires au travail, ne sont pas des égoïstes. Les syndicalistes qui ont rejeté le Contrat d'Avenir, qui échange une norme salariale contre des emplois précaires, ne sont pas des égoïstes. Les égoïstes sont ceux qui, en pleine crise économique, augmentent leurs bénéfices de 100

milliards (+ 13 %), continuent à licencier et exigent encore plus de cadeaux (diminutions de cotisations patronales), so-disant pour l'emploi.

Les égoïstes sont ceux qui continuent d'augmenter les revenus de leurs placements, tout en revendiquant qu'on s'abaisse dans l'enseignement, les services publics et les allocations sociales.

Nous soussignés, nous rejetons la pensée unique de la compétitivité et les diktats de Maastricht. Nous refusons la politique gouvernementale qui s'obstine à protéger les riches et qui s'attaque aux pauvres. Nous refusons la solidarité dans le partage de la misère et nous refusons le chantage à l'emploi. Nous ne voulons pas que la sécurité sociale soit sacrifiée sur l'autel

de la compétitivité.

La vraie solidarité est celle qui unit tous ceux qui se battent contre cette politique. Nous voulons des mesures qui s'attaquent aux vrais égoïstes: les patrons et les vrais riches. Il s'agit d'un choix de société.

- Pour lutter contre le chômage, nous soutenons la revendication des 32 heures sans perte de salaire (s.p.d.s.) et embauche compensatoire. Les congrès de la FGTB, de la CNE et de la LBC se sont déjà prononcés dans ce sens.

- Pour refinancer l'enseignement, les services publics et la sécurité sociale, nous revendiquons:

- un impôt exceptionnel sur le patrimoine (proposition Frank)
- un impôt annuel sur le patrimoine
- la chasse à la fraude et à l'évasion fiscale (800 milliards par an)
- le retour à une imposition effective de 40% sur les bénéfices des sociétés
- le traitement égal des revenus du travail et du patrimoine pour l'impôt
- une réduction drastique des intérêts sur la dette publique dont profitent les banques

Ce programme est diffusé par la CGSP-enseignement francophone. Il pourrait rapporter plus de 500 milliards.

Pour mobiliser contre la politique de régression sociale en cours et à venir (Plan d'Avenir, réforme de la Sécu et budget 97), le Comité et les soussignés s'engagent à :

- Soutenir concrètement les enseignants qui se battent pour l'emploi et un enseignement démocratique.
- Diffuser le badge du Comité pour les 500 milliards et les 32 heures (s.p.d.s.).
- Organiser un sit-in à Val Duchesse vers la fin août. Ceci pour maintenir la pression durant les vacances, car le gouvernement veut aller vite et décider par des lois-cadres.

Signature (fonction uniquement pour identification; la signature n'engage pas l'organisation)

On peut renvoyer sa signature à : Serge Deruette, 11 rue des volontaires, 1160 Bruxelles. Tél 02 / 735 86 54. Fax 02 / 650 35 21 (à l'attention de Deruette)

«Les égoïstes, ce sont les patrons et les grosses fortunes»

Serge Deruette et Jean Pestieau, initiateurs du Comité 532, s'expliquent

Solidaire a interviewé deux initiateurs du Comité 532 : Jean Pestieau, professeur UCL, et Serge Deruette, assistant ULB... Pourquoi ont-ils lancé le "532" et quelle différence avec un récent "Appel des 600" ?

Jo Cottenier

Quelle est l'origine de votre Comité ?

Jean Pestieau. Le mouvement des enseignants francophones a provoqué une polarisation syndicale. Les enseignants et leurs responsables ont pris la tête d'un mouvement de refus : ils n'acceptent pas les pertes d'emplois et les économies au nom de Maastricht. Ils ont refusé aussi de sacrifier leurs salaires pour sauver des emplois. On les a traités d'égoïstes, tout comme les ouvriers de Cockerill-Sambre. Ainsi, ils ont placé tout le mouvement syndical devant le choix : continuer les sacrifices ou donner une alternative. Nous voulons propager la voie des enseignants.

Serge Deruette. Refuser le chantage à l'emploi et le partage de la misère, ce n'est pas de l'égoïsme. Ce n'est quand même pas à une partie des travailleurs de payer l'emploi de l'autre partie, mais bien au patronat. Les mots doivent retrouver leur sens. Partager la misère, ce n'est pas ça la solidarité. La vraie solidarité, c'est lutter ensemble pour faire payer les vrais

égoïstes : les patrons, les banques, les grosses fortunes. C'est le but du slogan "Les égoïstes, c'est pas nous". Ce choix se représentera bientôt avec le budget 97, avec le Plan d'Avenir et avec la réforme de la Sécurité sociale. Face aux loiscadres, nous voulons contribuer à dresser un mur syndical qui prend modèle sur le mouvement des enseignants.

Quelle est la différence avec l'Appel des 600 qui revendique un impôt exceptionnel sur les fortunes ?

Jean Pestieau. Le Comité 532 a des ambitions plus vastes et plus directes. D'abord, notre manifeste est une réponse directe à la politique gouvernementale et un appel à la lutte contre les loiscadres. Il s'attaque aux deux axes concrets des partis au pouvoir : le partage de la misère et le chantage à l'emploi. Sur ces deux axes il présente une alternative aux frais des patrons et des riches : 32 heures sans perte de salaire et avec embauche pour l'emploi, des revendications fiscales pour refinancer le social. L'Appel des 600, par exemple, ne s'attaque nulle-



Conférence de presse de lancement du "532". De gauche à droite : André Lacroix (Syndicat Enseignement Libre, Setca), Serge Deruette (assistant ULB) et Jean Pestieau (professeur UCL).

ment au patronat.

Serge Deruette. Le manifeste du Comité 532 n'est en aucun cas contradictoire avec l'Appel des 600 puisque la plate-forme contient également - à côté des revendications pour l'emploi, pour faire payer les bénéficiaires des entreprises - les deux revendications de l'Appel : un impôt exceptionnel sur le patrimoine (proposition Frank) et la chasse à la fraude et à l'évasion fiscale. Le caractère différent se concrétise par trois

options précises :

- une réplique directe au gouvernement
- une alternative par rapport à l'ensemble des mesures gouvernementales qui touchent ou touchent les travailleurs. L'Appel se concentre uniquement sur la réduction de la dette.
- l'orientation vers la lutte avec un instrument de mobilisation, le badge à diffuser en masse, et avec une initiative d'action durant l'été pour préparer la rentrée, un sit-in

devant Val Duchesse.

Jean Pestieau. Nous pensons que le PS et le SP vont tenter une manœuvre de récupération : prendre des mesures ultra-douces vis-à-vis des fortunes pour tailler à l'aise dans le portefeuille des travailleurs. Le manifeste 532 anticipe déjà sur cette manœuvre. Il ne s'agit pas de prendre quelques milliards chez les riches mais de prendre 500 milliards dans les fortunes et les bénéficiaires. Tel est l'enjeu.

Taxer l'immobilier ? Une bagatelle pour les riches !

Le PS "s'attaque" aux fortunes ? Travailleurs, préparez vos bourses !

Jo Cottenier

Le PS veut se racheter en défendant l'une ou l'autre forme d'impôt sur la fortune. Cette idée, qu'on voyait venir depuis un certain temps, son président Philippe Busquin l'a confirmée dans une interview au Soir...

Après Moureaux, Tobback et Di Rupo, deux autres ténors du PS, Van Cau et Busquin, se sont prononcés pour "faire quelque chose" contre les fortunes. Il est évident que le PS ne sortira pas de son congrès de Sambreville le 29 juin, sans de fermes déclarations pour plus d'équité dans les sacrifices. «La base, dit Busquin, veut que les détenteurs de fortunes contribuent davantage à l'assainissement.» Et comme c'est la base qui décide au PS, sauf quand il s'agit de l'enseignement, Busquin enchaîne : «En terme de fiscalité, nous souhaitons que l'on touche plus aux revenus du capital qu'aux revenus du travail». (1)

Après la révolte du 1er Mai, la direction des partis socialistes s'est rendu compte qu'il faudra cette

fois un peu plus de démagogie pour faire avaler un nouveau train de mesures antipopulaires. «Le président du PS tente de calmer sa base en plaidant pour un dosage plus juste de l'effort» commente Le Soir.

Sauver l'essentiel : les patrons

Quoi de plus simple que de simuler quelques positions dures contre les détenteurs de fortunes ? Si ça ne passe pas au gouvernement, on peut toujours dire que c'est de la faute de Maystadt ou du CVP. Et si ça passe, ce n'est pas grave, tant que ça ne nuit pas à la compétitivité des entreprises. Car c'est bien là le fil conducteur de toute la politique du PS. Le Plan d'avenir, avec son blocage salarial et sa flexibilité, les diminutions des cotisations patronales à la Sécurité sociale, même les économies budgétaires pour atteindre les normes de Maastricht : tout, absolument tout, sert à enrichir et renforcer le patronat. Tant que le patronat ne paie pas, on peut se

permettre de ramasser quelques miettes du côté des fortunés.

Car au niveau des fortunes, le PS sait qu'il a encore une certaine marge de manoeuvre. La Belgique est le seul pays d'Europe où il n'existe aucune forme d'impôt sur la fortune, comme le souligne Jean-Marc Delporte, administrateur général des impôts. Ce haut fonctionnaire du PS démontre dans un article fort remarqué qu'il serait tout à fait réaliste d'introduire en Belgique un léger impôt sur la fortune, comme en France ou en Allemagne. (2)

Le PS fait-il vraiment payer les riches ?

Il se peut que le PS présente comme un impôt sur la fortune, ce qui en fait n'est qu'une taxe sur les revenus de la fortune. Il peut le faire en soutenant simplement l'idée de Maystadt d'une cotisation sociale généralisée (CSG), qui toucherait tous les revenus et surtout ceux des travailleurs.

Mais il est probable que le PS se sente obligé d'aller plus loin. Un

impôt sur la fortune même peut prendre trois formes : impôt sur la fortune des personnes, impôt sur le patrimoine des sociétés et impôt sur les gains en capital des particuliers (les plus-values). Les déclarations presque simultanées et concordantes de Busquin et Van Cauwenberghé indiquent clairement à quoi pensent ces messieurs. Busquin : «On peut songer à taxer les plus-values sur l'immobilier, les locations etc.» Et Van Cau : «Il n'est pas normal qu'il n'existe pas de taxation sur les plus-values.» Van Caus'explique : «Achetez une maison trois millions aujourd'hui, revendez-la cinq millions demain, vous ne serez pas taxé sur le bénéfice que vous aurez fait.» (3) Bref, ils pensent à la forme d'impôt sur la fortune la plus innocente, qui ne frappe que les plus-values des patrimoines immobiliers. L'impôt sur la fortune, comme il existe au pays de Margaret Thatcher.

Quels que soit la forme et le montant, l'opération servira surtout à créer l'illusion que "tout le monde paie également". Elle sert à faire avaler une nouvelle série d'attaques des salaires, des alloca-

tions, des pensions des travailleurs. Il se peut que les socialistes fassent un peu plus de démagogie au gouvernement que les sociaux-chrétiens, mais le but est le même : donner l'impression qu'il y a égalité dans la souffrance.

Symbole psychologique

Tobback l'a expliqué clairement lorsqu'il a plaidé pour un modeste impôt sur la fortune : «Même si je sais que cela ne rapportera jamais un cinquième de ce qu'il faut pour assainir notre situation financière, un impôt sur les grandes fortunes est, politiquement et psychologiquement, une mesure extrêmement importante.» Comprenez : pour qu'on puisse imposer plus des quatre cinquièmes des sacrifices aux travailleurs, un impôt sur la fortune est une mesure extrêmement importante...

1. Le Soir, 13 juin 1996. 2. L'Impôt sur la fortune est-il réalisable en Belgique ? Bulletin de documentation, janvier 1996, p.13-31. 3. La Nouvelle Gazette, 12 juin 1996.

EN BREF

Soutien aux ouvriers de Cockerill Sambre

Les sidérurgistes de Charleroi se sont attiré les foudres du PS en refusant de sacrifier une indexation salariale en échange d'une promesse d'embauche fixe de 51 intérimaires. Mais les travailleurs soutiennent leur décision courageuse...

Notamment les profs : «Le secteur Enseignement (CGSP) de la Régionale de Mons-Borinage félicite les travailleurs de Cockerill Sambre à Charleroi pour leur discernement, la maturité et la clairvoyance dont ils ont fait preuve en rejetant à une très nette majorité les propositions de répartition du travail (modération salariale contre emplois) faites par le patron. Discernement : car ils ont bien compris que le partage de la misère qu'on leur proposait n'a rien à voir avec la solidarité. D'autant plus que dans ce cas précis, les travailleurs devaient accepter la modération salariale, alors que leur entreprise engrange des bénéfices. Maturité : car ils ont résisté aux pressions morales exercées par les politiques qui tentent de faire passer derrière cette fausse solidarité l'austérité et la régression sociale. Clairvoyance : car leur refus catégorique aujourd'hui montre la voie aux travailleurs pour les futurs marchandages du même type que le patronat ne manquera pas de proposer» (Le Peuple, 25 mai 1996).

Un ancien dirigeant syndical au service du gouvernement

Avant son passage au parlement flamand, Robert Voorhamme était le dirigeant de l'Interrégionale flamande de la FGTB. Dans une interview accordée il y a quelques semaines au magazine Humo, il se comporte comme un politicien bourgeois qui n'a rien de commun avec les idéaux pour lesquels les syndicalistes s'engagent. Voitures de luxe, costumes au label italien, voilà ce qui préoccupe notre homme, hormis ses tâches parlementaires. Dans l'interview, il fustige la FGTB qui a rejeté le Contrat d'avenir. «Maintenant, je comprends ce qui paralyse le syndicat», observait un délégué en lisant l'interview.

Dans le magazine Trends-Tendances du 23 mai, le même Voorhamme lance un nouveau plaidoyer en faveur de la politique de son parti (le SP) au sein du gouvernement : «C'est ce modèle qui a permis de remettre de l'ordre dans les affaires, sans rupture sociale. La manière dont nous évoluons vers la réalisation des conditions d'adhésion à l'Union monétaire européenne inspire le respect à l'étranger». Mais le dégoût des travailleurs !

Répartir le chômage

Voorhamme poursuit : «Si tous les temps partiels dans les grandes surfaces travaillaient encore à temps plein, croyez-vous que tout le monde aurait encore un emploi ? Des recherches ont montré que le taux de chômage aurait augmenté de manière beaucoup plus importante à la fin des années 80 et au début des années 90 sans les incitants à la prépension et au travail à temps partiel».

Il soutient les attaques contre la Sécurité sociale : «La Sécurité sociale est un système de solidarité nationale dans une économie sans frontières. Elle en subit donc les pressions. Le bon sens même nous oblige à harmoniser la sécurité sociale au niveau européen».

Pendant des années, ce Voorhamme et ses idées ont été à la tête de la FGTB. Cela montre comment les partis socialistes peuvent maintenir leur emprise sur le syndicat et saper les luttes.

Busquin sifflé par le congrès des métallos

Par contre, applaudissements pour les travailleurs de Clabecq

A deux moments seulement, le congrès des métallos de la FGTB s'est réveillé d'un débat plutôt morne : d'abord, pour siffler les présidents des partis socialistes qui pensaient pouvoir y assister. Ensuite, pour applaudir les grévistes de Clabecq, symboles de la lutte ouvrière.

Jan Vandeputte

La conscience que le PS et le SP sont des partis du grand capital, abusant du mot "socialiste", s'exprime dans de plus en plus de réunions et de discussions syndicales. Busquin et Tobback, présidents respectivement du PS et du SP, auraient pu le deviner. La critique des partis socialistes est très profonde dans le syndicat.

Mais un autre "socialiste", Luc Vandebosche, le ministre flamand de l'Enseignement, avait déclaré un jour : «Un mouvement socialiste sans syndicat est condamné à mort». Voulant certainement dire : si le parti socialiste perd le contrôle du syndicat, il ne pourra plus faire passer sa politique. C'est pourquoi Busquin et Tobback se sont néanmoins risqués à venir aux congrès des métallurgistes. Mal leur en a pris. Dès qu'elle apprit leur présence, la salle a commencé à les chahuter et à les siffler.

Il en alla tout autrement pour



les sidérurgistes des Forges de Clabecq qui se battent pour leur emploi et leur entreprise. Ils ont reçu un chaleureux applaudissement. Le congrès s'est clôturé en scandant : «Clabecq vivra !»

Les positions confuses reflètent une divergence sur la ligne

La diminution du temps de travail constituait un des thèmes du congrès. Dans les interventions préparatoires et au congrès même, on a plaidé pour le mot d'ordre clair des 32 heures sans perte de salaire. On s'est cependant limité à une formulation vague et dangereuse :

«La centrale reconfirme avec force qu'une diminution substantielle du temps de travail sans diminution de salaires et de revenus constitue la véritable solution pouvant aujourd'hui diminuer sensiblement le sous-emploi. Que son financement se fasse par une diminution adaptée des cotisations sociales, une révision des allocations de chômage ou la mise en oeuvre de gains de productivité est de peu d'importance, pour autant que la dynamique soit introduite». L'application concrète doit se faire par entreprise et par secteur, argumenta le président.

Avec une telle position, on reste non seulement en dessous de la position officielle de la FGTB sur les 32 heures. On ouvre également la porte à des

formules qui font payer les travailleurs et non les patrons. Le débat sur le futur de la concertation sociale et les grands défis syndicaux pour l'avenir a été remis à plus tard. Les discussions menées dès septembre à tous les niveaux doivent aboutir à un "congrès de politique d'orientation". Beaucoup de congressistes ont critiqué la préparation confuse de ce congrès. Une raison importante est vraisemblablement qu'à la direction, certains avaient espéré pouvoir faire entériner la ligne sur le syndicalisme de concertation. Le rejet du contrat d'avenir et la discussion qui a commencé dans toute la FGTB ont provoqué un contre-courant face à cette ligne. Le débat sera donc repris, mais plus tard.

Congrès CGSP : agir avant les vacances

Un comité d'action instauré pour réagir vite

Jan Vandeputte

Lors de la présentation de la motion de clôture, le président de la CGSP Lorez observait : «Si vous ne la trouvez pas assez dure, alors durcissez-la». Les débats avaient notamment montré que, de toute part, les militants insistaient pour une protestation ferme du syndicat contre tout ce que concocte le gouvernement. A commencer par les attaques contre le statut et les pensions des fonctionnaires. Mais c'est l'ensemble des mesures que le gouvernement veut imposer par des lois-cadres - politique salariale, budget et sécurité sociale - qui suscite la colère générale.

Il faut donc passer à des actions. Et vite. La motion est claire : «Le congrès CGSP a chargé le bureau national de la centrale de siéger dès à présent en tant que "comité d'action". Ce comité d'action peut prendre toutes les mesures que l'actualité impose. Dans une première phase, cette mobilisation prendra la forme d'une concentration de militants, encore avant la fin du mois de juin. D'autres formes d'action ne sont pas exclues». Ce n'est pas écrit explicitement, mais l'intention est d'organiser une action le 28 juin. De préférence avec toute la FGTB. C'est ce que la CGSP demandera au comité national de la FGTB le 18 juin.

Les textes du congrès restent encore assez vagues sur la question suivante : qui devra payer pour le renforcement des services publics. Mais diverses interventions au congrès y ont clairement répondu : les grandes fortunes et les entreprises. C'est là que se trouve l'argent. L'impact de la politique européenne sur les services publics inspire beaucoup d'inquiétude. Beaucoup craignent le pire des discussions de la conférence intergouvernementale qui prépare "Maastricht II". A juste titre. Les instances européennes ont balisé le terrain en vue de privatisations avancées et le grand capital exige qu'on aille encore plus loin. Une réaction

syndicale est envisagée en octobre. Le congrès CGSP a exprimé sa solidarité aux camarades français et allemands. Il «soutient la lutte des enseignants pour un enseignement de qualité, démocratique et accessible à tous».

Il est à espérer que cette motion se traduira par un appel à mobiliser avec les enseignants, au moment où ceux-ci relanceront les actions après les vacances, car les revendications formulées par les enseignants offrent une perspective pour l'ensemble du secteur public. Le choix de société posé par les enseignants nous concerne tous.

Interview d'une fanatique de la médecine gratuite

Lieve Dehaes condamnée par l'Ordre des médecins pour avoir dit la vérité

Lieve Dehaes (Médecine pour le Peuple - Seraing) a participé à une enquête de Test-Achats sur les laboratoires médicaux. Les labos ont reçu un mauvais bulletin. Du coup, l'Ordre des médecins a condamné Lieve et lui interdit de pratiquer du 16 au 30 juin. Une insulte à la vérité et à la médecine gratuite !

Harry Dewitte et Johan Vandepaer

Lieve, tu avais déjà ton diplôme de médecine en poche, mais tu as quand même été travailler en usine. Pourquoi ?

Lieve Dehaes. Trois mois après la fin de mes études, en 1978, j'ai été engagée comme ouvrière non qualifiée chez Colgate Palmolive. Je produisais du dentifrice, du produit d'entretien Ajax, du shampooing aux pommes. Il n'était pas question de réfléchir : chaque geste était calculé. On avait juste vingt minutes pour manger et deux fois cinq minutes pour faire pipi...

Prenez Marie Ange par exemple. Elle a 45 ans comme moi. Combien de palettes de dentifrices n'avons-nous pas produites ensemble ? Quels bénéfices le patron n'a-t-il pas engrangés sur son dos ? Combien de cotisations sociales pour la protéger en cas de maladie, de chômage n'a-t-elle pas versées ? Elle est maintenant chômeuse depuis plus de cinq ans depuis que Colgate Palmolive s'est délocalisée. Elle est menacée d'exclusion... parce que chômeuse de longue durée.

Avoir vécu des conditions de travail dures avec ces femmes, les



"Fanatique de la médecine gratuite", le docteur Lieve Dehaes refuse la punition infligée par les fanatiques de la médecine du fric. Elle continuera à exercer.

retrouver au chômage par la suite, ce sont des expériences qui m'ont fortement motivée à me mettre au

service des travailleurs. C'est franchement un message, un conseil que je peux donner aux jeunes intellectuels qui veulent aussi défendre les ouvriers : passez par l'usine.

Philippe Busquin a dit en 1991 que la médecine gratuite était immorale. La médecine gratuite n'est-elle pas une utopie ?

Lieve Dehaes. Non, certainement pas pour les gens. C'est même une nécessité absolue et de plus en plus. Donnons un exemple. Marie, pensionnée, habite un quartier d'habitations sociales. Elle a été opérée de la hanche. Une prothèse coûte 73.000 F. Marie ne peut pas la payer, car elle ne gagne que 16.000 F par mois, vivant avec sa fille qui est au chômage. J'ai dû faire un papier demandant à l'hôpital de pouvoir rembourser les frais en tranches de 1.000 F par mois. Mais cela va lui prendre 6 ans

et un mois pour payer le tout. Pendant tout ce temps, elle n'aura plus que 15.000 F pour vivre par mois. Quant à une seconde hanche, n'en parlons pas : c'est exclu.

C'est pour des cas pareils que je suis devenue une fanatique de la médecine gratuite.

Tu ne t'occupes pas seulement de médecine, mais également de lutte pour les droits des immigrés.

Lieve Dehaes. Seraing est une commune qui a fermé les registres de la population aux réfugiés. Quand ceux-ci vont vraiment mal, ils nous consultent.

Aziz est d'origine maghrébine. Il est diplômé de l'université de Liège. Il n'a jamais doublé une seule année. Cette année, pour la première fois, il n'a pu obtenir une prolongation de séjour. On lui demande une radio de thorax. Par chance, un radiologue a accepté de la faire gratuitement.

Aziz m'a donné un coup de main pour organiser les bureaux de vote alternatifs pour immigrés avec Objectif 479.917 sous le sigle "droits politiques et sociaux égaux".

Tu es aussi allée en Irak, non ?

Lieve Dehaes. L'Irak procurait des soins de santé gratuits du berceau jusqu'au cercueil. Près de 90% des enfants étaient vaccinés. Le meilleur score du Moyen Orient. Aujourd'hui, 600.000 enfants de moins de cinq ans sont morts suite à l'embargo meurtrier imposé par les USA et leurs alliés. Pour contrôler les prix et l'approvisionnement du pétrole ! Que ce système est inhumain ! Plus que jamais je suis convaincue qu'il n'y a pas d'issue sous le capitalisme. Il n'y a que le socialisme pour nous sauver de la barbarie.

Quinzaine de la résistance

Programme pendant la suspension de Lieve Dehaes (du 16 au 30 juin 1996).

Vous êtes indigné, vous aussi ?

1. Contactez-nous.

Médecine pour le peuple, rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing.

Téléphone : 041/37.70.41 ou Fax : 041/37.79.09.

2. Faites circuler et signer la motion de soutien par votre délégation (voir Solidaire n° 25 du 12 juin 1996).

3. Soutenez-nous financièrement : compte 001-2455676-

03, Médecine pour le peuple ASBL National, Groenplein 19, 9060 Zelzate. Tout don de 1000 frs ou plus pour les projets de Médecine pour le peuple est fiscalement déductible.

4. Venez nous rendre visite ou envoyez une délégation. Nous prévoyons des activités avec des immigrés, des jeunes, des gens du tiers monde.

Il y a des activités tous les jours de la semaine de 9 à 18 h. Les mardis et jeudis de la semaine du 17 et du 24 juin, il y a également une animation à partir de 20h.

Le samedi 22 juin, il y a un match de football de solidarité au terrain du SC Bonnelles, rue des Sillons à Bonnelles à 15h, suivi d'un barbecue dès 19h.

C'est Bernardi Henri qui donnera le coup d'envoi (ancien joueur de 1ère division).

Le mercredi 26 juin les jeunes seront à l'honneur avec un concours graffiti et un après-midi crêpes.

Le samedi 29 juin, il y a un barbecue de clôture à la maison médicale même, rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing.

"Voilà comment nous devons travailler à La Poste" ?

Postiers et public sentent déjà la mainmise de la Générale

Ralf Dekock

Heures supplémentaires, stress, manque de personnel. C'est le lot quotidien des postiers. C'est pourquoi de nombreuses grèves perlées éclatent. Un client d'un bureau de poste à Bruxelles apporte son témoignage sur la lente dégradation de ce service public.

«J'habite Ixelles. Le bureau de poste a toujours été un lieu agréable : ambiance agréable, personnel aimable, ... Mais quels changements ces derniers mois ! Le 1er mars, on a supprimé le septième guichet (d'appoint), et aussi le 8ème, où l'on pouvait s'adresser pour des plaintes et des recherches.

Les employés aux guichets doivent à présent prendre en main eux-

mêmes toutes les plaintes et recherches. Celui qui dépose une réclamation est invité à remplir lui-même le formulaire. Pour des gens sachant à peine lire et écrire, il s'agit d'un obstacle quasiment insurmontable. L'employé hésite à l'aider, car la file d'attente l'en dissuade bien vite. Un employé me racontait parfois ne pas pouvoir prendre sa pause du midi.

Ces conditions dégradent la qualité du travail. Un employé me racontait qu'il y a parfois des trous dans la caisse de plusieurs milliers de francs. S'il ne les retrouve pas, il doit payer de sa poche ! Lui-même a déjà payé plusieurs milliers de francs ainsi. Des imprécisions comptables obligent le responsable de bureau à des heures de recherches, non payées. En géné-

ral, il ne quitte pas le bureau avant 20h. Il est déjà arrivé qu'à deux, ils restent jusqu'à 22h pour refaire les comptes».

La division en Business Units mène à une Poste pour les riches

«La Poste lance constamment des nouveautés. Aujourd'hui, ce sont les bons d'Etat. Hier, c'était l'Eurocard. Avant, c'était la Post-Assistance. Mais les employés au guichet ne reçoivent pas de formation financière spécifique. Ils doivent tout le temps appeler le chef de bureau.

Récemment, j'entendis quelqu'un déclarer : «Avant la division entre

la distribution et la poste financière (conséquence de la loi du 21 mars 91 sur les entreprises autonomes ndlr), on pouvait remplacer un employé au guichet malade par quelqu'un du bureau. Mais, à présent, les "Business Units" fonctionnent de manière tout à fait séparée. Depuis lors, il y a partout un manque de personnel. Prendre un jour de congé signifie tout simplement plus de travail pour les autres. Les remplaçants du pool sont envoyés d'un bureau à l'autre, le matin à Koekelberg, l'après-midi à Jette. Est-ce dès lors étonnant qu'ils tombent malade en masse ?» Cela explique en tous les cas pourquoi la grève du 28 mai a été suivie par quasiment tous les employés au guichet.

«Sur le dépliant des Nouveaux Bons de l'Etat, je lis : «Le Bon

d'Etat est une forme excellente de placement d'argent pour l'investisseur traditionnel». Ce rentier devient «le public cible de la poste». Voilà donc la réponse à tous ces changements : les guichets de la poste financière, à présent organisés séparément comme filiale de la Banque de la Poste (50% Société Générale !) sous le nom de "Points de vente", sont entièrement orientés vers les riches. Voilà les clients qui deviendront les rois. Fini le service public. On s'en occupe encore avec un minimum de personnel, mais demain les guichets seront des succursales de la Société Générale. C'est ce qu'on prépare maintenant à toute allure. Demain, on pourra changer l'enseigne "Banque de la Poste" en "Poste de la Banque"».

Horizon 1998 : Swissair démantèle la Sabena

Austérité, licenciements, flexibilité accrue, fermetures et reprises de divisions

A la Sabena, on voit à présent plus clair dans les plans de la nouvelle direction. Après la divulgation du Plan Horizon 1998, la volonté de lutte dans l'entreprise a fortement augmenté. Au contrôle des bagages, les travailleurs ont mené une action de grève le jeudi 13 juin. Ils sont furieux.

Lucien Materne



L'occupation historique des pistes en 1995. Voilà l'esprit de la lutte radicale et unanime qui peut arrêter tous les plans menaçant salaires et conditions de travail.

Que contient exactement Horizon 1998 ?

1. Les travailleurs de la Sabena doivent casquer 2 milliards. «Réduction structurelles des coûts» : à réaliser par une diminution de 12 % des salaires, par 1.270 licenciements ou par un changement dans les conditions de travail. C'est le fameux triangle de Reutlinger. En tout, le président Reutlinger veut économiser 4,7 milliards dont 1,7 milliard sont nécessaires pour verser en 1998 un gros bénéfice aux actionnaires de Swissair.

2. Flexibilité partout. Diminution des coûts par la flexibilité, l'augmentation de la productivité et par une réduction du personnel.

«Réorganiser les procédures de travail.» «Une flexibilité comparable à une entreprise autonome.» «La flexibilité comme facteur clé du succès.» «Modifier les conditions de travail.»

3. Swissair démantèle la Sabena

• Catering : n'appartient plus au "Core Business" et la direction veut le privatiser en le transférant au Gate Gourmet du groupe Swissair et en imposant à son personnel le statut désavantageux Horeca (salai-

res plus bas et moins de protection sociale).

• Technics : vente des sections Line & Light et Components et fermeture des divisions Engines et Heavy Maintenance.

• Cargo : reprise par Swissair Cargo et Swissair Handling et augmentation de la flexibilité.

• Ground services : augmentation de la flexibilité et transfert à Swissair Ground Services.

• Airline : plus de flexibilité. Le personnel volant et les pilotes seront employés à Swissair dans le but d'éviter les impôts pour au moins 200 millions par an; mais cela peut aller jusqu'à 1,8 milliards de FB.

Le rôle du CVP-PSC et du SP-PS

PS et SP, CVP et PSC soutiennent les plans Reutlinger, comme ils ont soutenu et appuyé à l'époque les plans Godfroid. Philippe Suinen, vice-président de la Sabena et chef de cabinet du ministre socialiste Di Rupo, confirme que le Plan Reutlinger bénéficie aussi du soutien des partis socialistes :

«L'intérêt de la formule du triangle, qui propose des pistes extrêmes au personnel, c'est qu'il s'agit d'un ensemble où on peut doser les différents angles de ce triangle. C'est un changement fondamental. C'est dans l'intérêt des travailleurs de trouver rapidement des formules qui permettront à la compagnie de rencontrer la concurrence.» (1)

Depuis que Dehaene et son gouvernement PS-PSC ont privatisé la Sabena en faisant entrer Swissair avec 49,5 % des actions, la situation ne fait qu'empirer. Une grande menace plane sur les salaires et l'emploi. Les conditions de travail empirent sans cesse. Swissair détruit la Sabena comme compagnie aérienne publique. Swissair enlève les bons morceaux à la Sabena pour les fusionner à Swissair. La privatisation détruit la Sabena comme entreprise publique et ne rencontre que les vœux du grand capital.

La seule alternative pour le personnel consiste à refaire de la Sabena une entreprise publique. Swissair doit partir, sans indemnités.

Le financement de la Sabena doit

provenir de l'argent public, des vrais riches et des grands capitalistes. La renationalisation est la seule manière de mieux protéger les conditions de travail et les salaires.

«Les syndicats doivent refuser de négocier sur ces points»

Au sein du personnel de la Sabena, la résistance augmente. «Reutlinger sait bien parler, mais il doit encore apprendre à mieux écouter. On a fait grève parce que le personnel ne veut plus, mais alors plus du tout, entendre parler d'austérité.» Cette réflexion exprime bien la réaction générale. Après des discussions avec les représentants syndicaux, certains se demandaient ce qu'attendent les syndicats pour lancer des actions. «Avec les vacances à l'horizon et au début de la haute saison, on peut faire mal...»

Le jeudi 13 juin, le personnel du contrôle des bagages a mené une action de grève pour protester contre le manque de personnel. Au service au sol également, des problèmes de manque de person-

nel se manifestent chaque semaine et les charges de travail sont insupportables. «Chez nous, la flexibilité a atteint la limite. Il faut au contraire plus de personnel pour diminuer le rythme et répondre à l'augmentation du volume de travail.»

Reutlinger considère «la flexibilité comme facteur clé de succès». Mais pour les travailleurs, il en va différemment : «Je considère que les syndicats doivent refuser de négocier sur ces points. Nous devons nous tenir au point de vue de l'Intersyndicale : pas d'atteintes aux salaires, pas de licenciements, pas d'augmentation de la flexibilité et maintien de tous les services à la Sabena.»

Dans un tract du 14 juin, le PTB appelle à tenir des réunions d'information dans tous les services. Le PTB appelle les travailleurs à soutenir les délégués dans le rejet inconditionnel du Plan Horizon 1998. Le PTB appelle à arrêter le travail le 18 juin, lors du conseil d'entreprise spécial, afin de soutenir les syndicats dans le rejet total du plan.

1. Le Soir, 7 juin 1996.

Imiter la British Airways et la Lufthansa ?

Malgré les bénéfices, les compagnies aériennes licencient

Lucien Materne

«British Airways, Lufthansa, KLM, Air France ont retrouvé l'équilibre ou réalisé des bénéfices et, en même temps, ont annoncé de nouveau des mesures correctrices de réductions des coûts (c'est-à-dire des pertes d'emploi, ndlr.)», déclare Reutlinger, le patron de la Sabena (1).

Son plan Horizon 1998 cadre entièrement dans la logique de la concurrence infernale. Dans la période 1994-1995, l'ensemble des sociétés aériennes dans le monde ont réalisé un bénéfice net de 225

milliards de FB après avoir licencié 15.000 personnes durant la période de 1990 à 1994. (2) Les 25 sociétés membres de l'Association européenne du transport aérien (AEA en anglais) ont enregistré en 1995 plus de 30 milliards de bénéfices. (3)

Cela montre que les travailleurs produisent d'énormes richesses. La KLM réalise en 1995-1996 un bénéfice record de 10,94 milliards de FB. (4) Le président-directeur P. Bouw annonce néanmoins une «politique rigoureuse de maîtrise des coûts». La British Airways, la compagnie aérienne la plus rentable

au monde, enregistre un bénéfice net de 23,65 milliards de FB en 1995. (5) Quant à la Lufthansa, elle a obtenu l'année passée un bénéfice net de 15 milliards de FB. (5) Swissair annonce une perte de 3,6 milliards, mais ce montant est très trompeur. Il provient de la constitution de provisions importantes en vue de la suppression d'emplois parmi le personnel au sol. Avant cette provision, Swissair affichait un bénéfice de 6 milliards de FB. (5) Ces dernières années, la direction de la Sabena a présenté toutes ces sociétés comme des exemples à

suivre : si on fait comme eux, on sera bientôt sorti des problèmes. A présent, on voit très clairement que, pour les travailleurs, cela ne change rien : ces sociétés vont à nouveau licencier des gens et effectuer des coupes claires dans les salaires. Même lorsque l'entreprise enregistre des bénéfices importants, on ne peut être certain de son salaire et de son emploi. Le système capitaliste provoque continuellement une concurrence acharnée entre compagnies. Pour les travailleurs, cela signifie s'enfoncer dans la spirale de l'austérité et du travail flexible.

Sous le capitalisme, seuls les détenteurs de capitaux en profitent. Ce qu'ils réservent aux travailleurs, c'est : travailler plus durement, gagner moins et être licencié. Le capitalisme n'est capable d'offrir aux travailleurs que l'insécurité et la misère. Celui qui produit les richesses doit aussi pouvoir en bénéficier. C'est cela le socialisme. Et voilà pourquoi le capitalisme doit disparaître.

1. Le Soir, 12 juin 1996. 2. L'Echo, 31 octobre 1995. 3. Financieel Economische Tijd, 24 mai 1996. 4. Le Lloyd, 30 mai 1996. 5. Frankfurter Allgemeine Zeitung, 22 mai 1996.

Gandois supprimera 2.000 emplois... Pour commencer.

Sans lutte, Cockerill-Sambre perdra à nouveau la moitié de ses emplois !

Collignon, ministre-président PS de la Région wallonne, a pris conseil auprès de celui qu'on appelle en France, "Monsieur 100.000 emplois". Pour Gandois, le sacrifice de 100.000 emplois a permis d'en consolider 200.000. Voyons ce que ce chevalier du PS a prévu pour les 8.000 emplois "sauvés" à Cockerill-Sambre.

Jean Valet

«Le groupe Cockerill-Sambre a très fortement redressé sa position au cours des dix dernières années, déclare Gandois. Il dispose aujourd'hui d'une structure financière solide.» Gandois ne dit pas que cette structure a pompé 200 milliards d'aides publiques. «Cockerill-Sambre doit poursuivre une lutte implacable pour que le décalage entre ses concurrents européens les mieux placés et lui-même ne devienne pas trop grand.» A quoi nous mène cette concurrence, l'essence même de ce système capitaliste ?

2.000 emplois en moins...

Gandois supprime froidement 2.000 emplois : «Les effectifs de Cockerill-Sambre sidérurgie, qui étaient un peu inférieurs à 10.000 personnes fin 1995 sur les bassins de Liège et de Charleroi, devraient, sans qu'il soit question de fermeture d'usine ou d'atelier majeur, revenir autour de 8.000 à l'horizon 2000. Si cet objectif n'était pas atteint, l'avenir serait certainement compromis.» (p.21) Gandois cherche aussi à fusionner

Cockerill-Sambre avec un autre groupe : «Le problème crucial de l'alliance continue à se poser.» La dernière fusion, entre Cockerill et Hainaut Sambre, a coûté 10.000 emplois, la moitié des emplois du début des années 80. L'opération s'appelait... le plan Gandois !

...et une ligne à chaud menacée

«Dans les produits minces laminés à froid et revêtus (...) d'autres sont devenus de concurrents redoutables. Ceci rend plus difficile de tracer les perspectives de Cockerill-Sambre, en cas de disqualification compétitive d'une ligne à chaud.» (p.22)

Gandois menace clairement de fermer une ligne à chaud. Et là où il y a dix ans il pouvait encore présenter la suppression de deux lignes à chaud comme le prix à payer pour "sauver" le froid, il reconnaît maintenant qu'une nouvelle fermeture menace directement les lignes à froid en aval. Belle perspective ! La disqualification est qualifiée de "compétitive" pour tenter de faire passer la pilule. C'est cette compétitivité, et derrière elle, la propriété privée des moyens de



Tous les sidérurgistes belges sont menacés. Seule la lutte peut sauver l'emploi.

production, qui doit devenir la cible de la révolte des travailleurs.

"Sidérurgie wallonne" : une coquille vide

Gandois annonce qu'avec la prochaine fusion, inévitable à ses yeux, Cockerill-Sambre ne sera plus wallonne. «Toute alliance globale risquerait de déplacer les centres de décision en dehors de la Wallonie, avec les conséquences

évidentes que cela comporte. Ceci n'exclut pas une alliance, car il vaut mieux vivre amputé que de mourir seul.» (p.22) C'est cela que Collignon applaudit en parlant de «Cockerill-Sambre à la conquête de l'étranger». Le drapeau wallon pour asservir les travailleurs wallons aux patrons wallons et internationaux. Le nationalisme est un moyen facile de rouler les travailleurs dans la farine. Notre réponse est simple : la solidarité internationale des travailleurs, dans la lutte.

En résumé : si nous acceptons de perdre 2.000 emplois maintenant, Gandois annonce pour l'avenir une fusion, la fermeture d'une ligne à chaud avec des menaces sur son aval, une privatisation avec un groupe étranger.

Gandois n'a pas sauvé d'emplois à Cockerill-Sambre; il en a supprimé la moitié, soit 10.000. Il ne sauvera pas d'emplois. Il en supprimera encore 6.000. Notre plan d'action : la solidarité dans la lutte de tous les bassins sidérurgiques.

Sauver Clabecq coûte cinq milliards

C'est moins que ce que coûtera le chômage !

Jean Valet

D'emblée, Gandois annonce la couleur : «Le groupe Boël est un groupe privé... et je ne dispose d'aucun moyen privilégié pour en connaître les éléments.» Autrement dit : tout le baratin sur la sidérurgie wallonne s'arrête là où commence la propriété privée. Selon Gandois, «La Louvière dispose d'un seul fourneau de 6m50 au creuset. La durée de vie de ce fourneau — qui ne peut pas avoir un prix de revient compétitif — est limitée.» Il le condamne donc.

Il envisage trois scénarios sans haut-fourneau. Le deuxième et le troisième impliquent «des réductions importantes d'effectifs». Or, le premier scénario le moins négatif est justement celui où Clabecq pourrait intervenir. Pour diviser les deux usines les plus lourdement visées, Collignon a payé quelques millions au

consultant Laplace Conseil pour prouver que la survie de Clabecq aurait comme prix l'abandon du haut fourneau de Boël. Le rapport Gandois montre que cette présentation est archi-fausse.

Sacrifier Clabecq au nom de l'Europe !

Gandois veut fermer Clabecq parce qu'elle est «totalement exsangue et non compétitive». Le même mot-clé, revient chez Collignon : «Mon but est, dans la décennie qui vient, de veiller à ce qu'elle soit compétitive par rapport à ses concurrents européens.» (1) Depuis 15 ans, Clabecq cherche à compenser un déséquilibre entre phase liquide (1 million de tonnes) et laminage (750.000 tonnes), issu de la suppression de son train à fil. Or, Gandois compare cette ligne handicapée à des concurrents

disposant de tous leurs outils. C'est ainsi que le juge Gandois condamne Clabecq à mort. Sauver Clabecq coûterait selon Gandois 5 milliards, soit un peu plus de 450.000 F par emploi par an. Il a le culot de remarquer que «cette somme est sensiblement inférieure à ce que représente le coût du chômage, auquel vont s'ajouter le manque à gagner de l'ONSS et du Trésor Public».

«Et pourtant, la Région Wallonne et la Belgique ne sont pas autorisées par la Commission Européenne à intervenir de cette manière. Il s'agirait d'une aide publique interdite, créant une discrimination manifeste dans la concurrence. Il est évident que l'économie de marché ne peut pas fonctionner si chaque Etat est libre d'aider une entreprise comme il veut.» (p.15)

La Commission Européenne est ainsi garante de la libre concurrence et de l'économie de marché. Et

Gandois de conclure : «Le rappel des règles européennes... clôt le débat. Il n'y a aucune solution pour continuer l'exploitation des Forges de Clabecq dans leur structure industrielle actuelle.» Ici encore le PS et Gandois sont sur la même longueur d'onde : sans Europe pas d'avenir. Mais cette Europe est un véritable enfer pour les travailleurs. La fermeture de soixantes industries comme Clabecq est à l'ordre du jour, si la lutte ne se développe pas.

Pour Gandois, il faut donc déposer le bilan de Forges. «Plus tôt la décision sera prise, plus on aura de chances de parvenir à un maintien partiel de l'activité.» Il reprend la proposition de 1992 de Dessy, l'actionnaire principal qui se cache actuellement derrière le PS Froidmont : «Il me paraît probable qu'il existe un ou plusieurs sidérurgistes, ayant des capacités excédentaires en brames et des prix de revient très inférieurs à ceux de

Clabecq, qui pourraient trouver une valeur ajoutée en les faisant transformer en tôles par les laminoirs de Clabecq. Si c'était nécessaire, Cockerill-Sambre pourrait sans doute trouver un associé dans cette opération. J'estime probable qu'on puisse maintenir en activité les laminoirs, avec un effectif compris entre 600 et 700 personnes.»

Le PTB exige au contraire : le maintien de tous les emplois et outils, aux frais de ceux qui profitent ou ont profité de la sidérurgie; l'expropriation de tout le capital privé; l'unité entre les bassins. Demandons des assemblées dans toutes les usines sidérurgiques pour décider d'un plan d'action national en front commun pour le retrait total du plan Gandois !

1. La Libre Belgique, 26 février 1996.

Clabecq : reprise du travail et partie remise

«Le PS ne nous baisera pas une deuxième fois»

Les travailleurs de Clabecq ont approuvé la décision unanime des délégations FGTB-CSC d'arrêter la grève. «Cela ne veut pas dire que nous avons gagné», déclaraient Fernandez (CSC) et D'Orazio (FGTB). Si des réserves ont été émises, le plan Froidmont, repris par le ministre-président Collignon, n'a pas fait l'objet du rejet catégorique qu'il méritait.

Baudouin Deckers
et Marco Van Hees

La délégation a applaudi lundi les travailleurs pour leur détermination, ce qu'ils méritent bien. Elle a spécifié que sa décision de reprendre le travail est inspirée par «le souci de maintenir l'unité des travailleurs». Au vote, la grande majorité des travailleurs a en effet soutenu la délégation. Mais le manque de fermeté dans l'appréciation de la démarche de Collignon et du contenu du plan Froidmont (administrateur-délégué des Forges, bonze du PS lui aussi...) n'y sont-ils pas pour beaucoup ?

Collignon : liquider à tout prix la grève

Il a fallu que les travailleurs de Clabecq lui flanquent une fameuse trouille, avec la manif à Namur le 7 juin, pour que le gouvernement wallon bouge. Pour le PS, six mois de ruses et de manoeuvres pour empêcher le déclenchement de la grève, s'effondraient d'un coup. L'hypothèse la plus vraisemblable sur Clabecq, était le dépôt de bilan dans l'immédiat, comme le prônait Jean Gandois. Mais le PS espérait reporter la décision jusqu'aux vacances, moment plus propice... Après Namur, après l'assemblée militante qui décide de forcer une décision par la grève, le PS se trouve face à un problème grave. Le mouvement des enseignants le force à tenir un Congrès sur ses

participations gouvernementales, les 28 et 29 juin. Comment les Busquin, Di Rupo, Collignon et consorts pourraient-ils s'en sortir, avec plus de 2.000 grévistes de Clabecq ? Ne serait-ce pas une condamnation supplémentaire de leur action gouvernementale ? Il fallait désamorcer la grève des Forges, il fallait démontrer que le PS au gouvernement, cela servait à «sauver des emplois».

D'autre part, Dehaene et Di Rupo concoctent une série de mesures draconiennes anti-ouvrières, sous le couvert de l'emploi. Les Forges en flammes risquaient d'allumer tous les feux de la résistance ouvrière.

A l'émission RTBF "Mise au Point", Froidmont envisageait le début des négociations «si les travailleurs reprennent le travail, évidemment» (1) C'est là le but premier de toute leur démarche !

Le plan Froidmont : la première hypothèse de Namur...

Le 12 juin encore, Collignon déclarait qu'il est fort probable que la faillite ne puisse être évitée» (2). Pour annoncer dès le lendemain : «Nous ne travaillons pas sur le scénario de la faillite» (3). Le ministre-président se rallie désormais au plan Froidmont. Sa menace du 12 devait servir à semer, à son tour, le désarroi parmi les travailleurs et syndicalistes de Clabecq. Il fallait



Vendredi 14 juin, 800 travailleurs de Clabecq ont manifesté devant le siège de l'Union Européenne.

les rendre plus réceptifs au "plan de la dernière chance".

Or, le plan Froidmont, c'est la première des trois hypothèses de Namur, dont Roberto D'Orazio avait dit : «Elles sont toutes les trois aussi mauvaises»... Collignon se limite à un investissement de 1,5 milliard, là où Gandois situait l'investissement minimal nécessaire à 4,5 milliards, montant proche de ce que la FGTB avait toujours réclamé.

La crainte du dépôt de bilan risque de faire accepter aux syndicalistes et travailleurs, des mesures qu'ils

rejetaient catégoriquement jusqu'à récemment.

Un plan de fermeture en deux ou trois temps

Le premier volet du plan Froidmont débute avec des pertes d'emploi importantes, 700 dans l'immédiat. A quoi correspondra le déclassement de certains outils et la diminution des capacités de production d'une part, une hausse de la productivité d'autre part. Les prépensions sont un point

délicat. «Après 30 ans aux Forges, nous déclarait un ouvrier, ce n'est pas fatigué que je me sens, mais usé.» Les prépensions faisaient partie du programme électoral de la délégation FGTB. Mais associées à des embauches compensatoires ! Après l'assemblée de lundi, un ouvrier de 55 ans affirmait avec force : «Je veux ma prépension. Mais à condition d'être remplacé par mon fils de 24 ans, depuis des années au chômage.» Un autre ajoute : «Avec les prépensions de Froidmont, ton fils est licencié avant même d'être embauché !» Certains syndicalistes estiment impossible de s'opposer à ces diminutions d'emplois, qui feraient partie des mesures indispensables au redressement des entreprises. Logique de la compétitivité et du capitalisme, bien sûr. Mais c'est alors la fermeture de Clabecq qu'il faudrait accepter. Et bien d'autres choses ! En plus des prépensions, le plan prévoit 150 déagements. Il ne s'agira pas d'un "licenciement collectif". Mais quoi avec des départs "volontaires", sous la pression de primes de départs ou d'autres "incitants"... ? Quelque soit le nom qu'on leur donne, le résultat reste : perte d'emploi.

La seule chose que Froidmont garantit, c'est la perte de 700 emplois, pour commencer, 700 jeunes de la région en plus au chômage. Ce n'est pas le plan de reconversion de Flahaut (PS) qui les mettra au travail. Pourquoi ne pas s'en tenir à la position de D'Orazio : «Si vous voulez l'emploi, commencez par ne pas supprimer celui que nous avons !» Collignon consacrerait 600 millions au volet social, 600 autres aux laminoirs. Ce qui conduirait à l'abandon de la phase liquide, comme Gandois le prône. Malgré la déclaration de Collignon de maintenir une usine intégrée.

1. RTBF, 16 juin 1996. 2. Le Soir, 13 juin 1996. 3. Le Soir, 14 juin 1996.

Un plan inacceptable et fragile en plus

Préparer le prochain round

Baudouin Deckers
et Marco Van Hees

Une des conditions du plan Froidmont est l'achat par les Usines Gustave Boël (UGB) de 150.000 à 200.000 tonnes de brames, que les laminoirs de Clabecq ne peuvent absorber. Mais, comme l'écrit *Le Soir* : «Personne n'ignore qu'avant de refermer le dossier des Forges, le gouvernement wallon devra ouvrir celui d'UGB... En liant UGB et Clabecq, ce deuxième dossier ne risque-t-il pas à terme d'être aussi explosif ?» (1)

La condition la plus hasardeuse est

l'aval de l'Union Européenne. Elle interdit en principe des aides d'État aux entreprises sidérurgiques, sauf accord unanime des 15 États membres. «Pour tous les cas que nous avons eu à traiter récemment, le résultat a été négatif», déclare le commissaire "socialiste" à la concurrence, Van Miert (2). Selon *La Libre*, «techniquement, cette réponse ne peut pas être donnée avant la date buttoir du 28 juin». (3)

Collignon et Froidmont ont obtenu la cessation de la grève. Mais en échange de promesses, mauvaises en plus, les travailleurs n'ont rien reçu. Collignon a avancé le 28 juin

comme date buttoir pour une réponse définitive à ses six conditions, sans quoi le bilan serait tout de même déposé. Rien ne permet d'affirmer qu'on y échappera. Le Conseil des ministres européens n'ayant lieu qu'en juillet, on doit craindre l'annonce d'une fermeture en plein congé.

Renforcer le PTB : une tâche urgente

La logique économique du capitalisme condamne de toute façon les travailleurs. Seul le rapport de forces avec le capital décide de leur

sort. Ce rapport ne peut se construire qu'à travers la lutte. Plusieurs travailleurs commencent à se rendre compte du travail de sappe du PS. Son influence se fait sentir parmi certains militants syndicaux. On ne peut douter de la volonté de nombreux syndicalistes et travailleurs d'adopter des positions anticapitalistes conséquentes. Mais cela ne suffit pas. «Les travailleurs d'avant-garde ont besoin du PTB et le PTB a besoin d'eux», disait Ludo Martens dans son discours du 1er Mai. Ce qui se confirme à Clabecq. Sans leur participation à un noyau du PTB, ces travailleurs ne pourront se

former à la lutte contre les idées et manoeuvres du PS. Ils ne pourront arriver à la concertation nécessaire à une réplique conséquente. Ils ne pourront pleinement aider le PTB à améliorer sa propagande, ni à coordonner leur action avec les positions que le PTB peut défendre plus ouvertement.

«Rien n'est définitivement sauvé... Le problème des Forges est loin d'être réglé», déclaraient Fernandez et D'Orazio. C'est donc au prochain "round" qu'il faut se préparer, et il pourrait s'annoncer très vite !

1. Le Soir, 15.6.96. 2. Le Soir, 15.6.96. 3. Libre Belgique, 17.6.96.

«L'unité maximum pour sauver les Forges»

Assemblée combative pour défendre l'emploi à Clabecq

Avez-vous déjà assisté à une assemblée que les travailleurs quittent en chantant l'Internationale ? C'est ce qui s'est passé mardi 11 juin aux Forges de Clabecq. Les travailleurs étaient réunis pour décider de la poursuite de la grève. Une expérience inoubliable !

Frank Wouters

Mardi, 11 juin. 1.600 ouvriers remplissent le grand hall de la nouvelle usine d'Ittre. Des dizaines d'entre eux frappent le métal avec des bâtons pour chauffer l'ambiance.

Les délégués entrent. C'est d'abord Roberto D'Orazio, délégué principal FGTB, qui prend la parole. Le Soir l'appelle le pape des Forges, mais ce serait plutôt le Fidel Castro des travailleurs de Clabecq. «Camarades», commence-t-il, «nous avons des choses importantes à dire». Il s'adresse aux journalistes présents : «Il y eu quelques problèmes avec la presse. Nous défendons la liberté de la presse. Dorénavant, chaque journaliste recevra un badge qu'il doit montrer. Ce badge est un signe de confiance. Celui qui le porte n'aura pas de problème. Mais cela ne sera plus le cas si ses photos finissent sur la table du commissariat de police!».

Tant Manu Fernandez, le délégué principal de la CSC, que Roberto D'Orazio insistent dans leurs discours sur l'importance de l'unité. «Nous sommes tous concernés», dit Fernandez. «Nous avons tous le même intérêt : les Forges de Clabecq. C'est notre travail qui est menacé. Il y a parfois de l'incompréhension entre les ouvriers, les employés et les

cadres. Mais il faut se parler. Notre solution, c'est l'unité». Roberto D'Orazio renchérit : «Il y a des modérés et des moins modérés. Mais notre objectif est de rester uni. Unité au niveau des travailleurs et au niveau des syndicats. Notre objectif est l'unité maximum pour sauver les Forges». D'Orazio poursuit : «Le plan Gandois, on savait qu'il était mauvais : toutes les cinq pages, il dit qu'il faut fermer Clabecq. Les trois solutions de la Région wallonne sont les mêmes. La seule différence, c'est le temps d'application. Il est illusoire de croire que le laminoir pourrait être sauvé, car les Forges ne peuvent continuer à vivre qu'en usine intégrée. Même avec le plan Froidmont (PS), il y aura 200 licenciements. Ils savent très bien que nous n'accepterons pas des licenciements».

«Nous n'avons pas bloqué les négociations», explique D'Orazio. «On était prêt à signer les prépensions. Mais il n'y avait aucune garantie, ni de plan d'investissements pour assurer la pérennité des Forges de Clabecq. "Ils" utilisent les négociations pour nous diviser, pour nous démoraliser, pour provoquer un choc social. Mais ils n'y arriveront pas».

Certains prétendent que les actions mettent en danger les Forges. Roberto D'Orazio leur répond :



Roberto D'Orazio, délégué principal FGTB-Clabecq : «Depuis 1970, on nous parle de reconversion. C'est pour nous faire rêver.»

«Les délégués et les travailleurs ne peuvent être accusés de défendre leur emploi. Ce ne sont jamais eux, les responsables de la fermeture d'une usine. S'il y a ici des gens qui affirment que les délégués n'ont pas le droit de défendre l'emploi, que c'est notre faute, qu'ils sortent d'ici ! La grande majorité des travailleurs nous connaît. Ce sont eux, la force de l'organisation

syndicale».

On a le droit de défendre son emploi

«Aujourd'hui, il y a eu un article dans la presse sur la reconversion», continue D'Orazio. «On peut voir que, dans leur projet lorsqu'ils parlent de reconversion

de la région, ils ne parlent plus du tout de sauver les Forges. C'est grave. André Flahaut (PS) et Raymond Langendries (PSC) auraient dû préparer leur plan de reconversion beaucoup plutôt, au moment de la fermeture de Fabelta. Flahaut et Langendries devront nous rendre des comptes. Nous défendons l'emploi que nous avons maintenant. Depuis 1970, on nous parle de reconversion. Tout ça, pour nous faire rêver».

Les forces de l'ordre protègent les patrons et les banques

«En ce qui concerne les actions, nous ne devons pas nous tromper de cible. On ne veut pas d'actions individuelles. Nous ne sommes pas assez forts pour vous protéger. Toutes les actions seront organisées en accord avec les délégation syndicales. Que les choses soient claires : cela ne veut pas dire que ce seront des actions de demoiselles», assure D'Orazio.

«Si les forces de l'ordre se permettent d'attraper des étudiants par les cheveux pour leur casser la gueule, qu'elles sachent que nous allons leur rendre la pareille ! Les forces de l'ordre servent à protéger le patronat, les banques, mais pas vos enfants. Au contraire, ils tirent sur eux».

A la fin de l'assemblée, D'Orazio et Fernandez appellent les travailleurs à participer au référendum qui doit décider de la continuité de la grève. 1.669 travailleurs votent : 69,84% sont pour la continuation jusqu'au lundi 17 juin. La grève est reconduite.

Contre Mc Kie, je défends mes acquis

Mc Kie, patron de Caterpillar Gosselies, attaque les conventions collectives

Pierre Denis

Pensez-vous être assuré de vos conditions de travail grâce à la convention collective signée dans votre entreprise ? Les ouvriers de Caterpillar à Gosselies le croyaient aussi. Mais c'était sans compter la multinationale américaine. Le plan de la direction ne contient que des remises en cause de ces conventions.

Que propose le directeur général de Caterpillar, Mc Kie ? Une diminution du salaire d'embauche, des primes d'ancienneté, la non-indexation de la prime de pause et six jours de réduction du temps de travail en moins pour les travailleurs. Une véritable atteinte aux conventions existantes !

Grâce à cela, la multinationale veut économiser 360 millions de F sur le coût salarial au bout de cinq ans. Cela signifie que chaque

travailleur perdra en moyenne 12.000 F la première année, 24.000 F la seconde, 36.000 F la quatrième, 48.000 F la quatrième et 60.000 F la cinquième. Une perte qui ne sera jamais récupérée ! Tout cela pour augmenter les profits mondiaux de Caterpillar, environ 35 milliards de F en 1995 !

Les délégations syndicales ont reçu un mandat clair des travailleurs. Dès le début, le front commun a déclaré : «On ne va pas négocier un recul social, on ira vers le partage de la pauvreté. (...) Il y a des règles en Belgique, des organes de concertation. Les organisations syndicales sont agressées. Il faut une riposte face à l'inacceptable» (1)

La mobilisation est totale, car la multinationale américaine veut mettre une croix sur des acquis de trente ans de lutte. Elle bute sur un

front de refus : «La direction de Caterpillar tente de nous contacter pour nous remettre autour de la table, afin que les négociations reprennent. Le problème est que le cadre de celles-ci ne nous intéresse toujours pas. C'est le plan général d'économie quinquennal qu'on n'acceptera pas» (2).

Depuis le 10 mai, les travailleurs ont déjà fait dix demi-jours de grève.

Un avant-goût de la lutte contre le Plan d'avenir

Vu l'attitude de principe des travailleurs et de leurs délégués, la direction a fait appel au conciliateur social Sauciez. Pensez-vous qu'il fasse respecter l'application des conventions collectives en vigueur ? Au contraire, le lundi 10

juin, il a demandé aux délégations d'arrêter les actions. Il veut attendre les propositions du président de Fabrimétal, la fédération patronale de la métallurgie dont dépend Caterpillar. Ces propositions devraient être annoncées ce mardi 18 juin.

Les délégations ont riposté du tac au tac à ce diktat en organisant des arrêts de travail pour le restant de la semaine. Une manifestation dans le centre de Gosselies est également prévue.

La lutte à Caterpillar est d'intérêt national. Si les conventions collectives y sont remises en cause avec succès, cela constituera un précédent dans lequel les patrons des autres entreprises s'engouffreront avec joie.

La direction de Caterpillar se trouve sur la même longueur d'ondes que le gouvernement avec son plan d'avenir et ses pouvoirs

spéciaux. La bourgeoisie élabore, en effet, des plans pour "américaniser" les conditions de travail et introduire une nouvelle génération d'ouvriers plus flexibles. C'est le cas de Caterpillar qui veut introduire un nouveau plan de restructuration et de pertes d'emploi : grâce à cela, elle augmentera sa production de 7.500 à 12.500 machines par an; il y aura moins d'ouvriers; ils seront plus exploités.

C'est pourquoi la lutte des ouvriers de Caterpillar est exemplaire. Les travailleurs sont déterminés à imposer le respect des acquis et de l'emploi. C'est le prélude d'une lutte généralisée contre les attaques gouvernementales, pour la réduction du temps de travail et le respect des droits syndicaux.

(1) La Nouvelle Gazette, 10 mai 1996. (2) La Libre Belgique, 6 juin 1996.

Congrès d'un parti social-libéral

Kris Merckx

La dé-fête PS au 1er Mai n'incite pas le président Busquin à changer de cap. Il ne cherche qu'à effacer la honte des oeufs et tomates lancés par les enseignants en colère. Son "congrès d'évaluation", le 29 juin veut légitimer la participation gouvernementale du PS. Lequel dresse un bilan du "travail déjà accompli". Nous l'examinons à la loupe...

Le président du PS n'a rien laissé au hasard pour s'assurer une approbation massive au "congrès d'évaluation et de décision" de la fin de ce mois. Il y a déjà trois semaines, il a rassemblé tous ses députés pour leur fournir un texte expliquant l'effet salubre de la présence socialiste aux différents gouvernements. (1) Armés de cette note, les élus sont repartis à la conquête idéologique de leurs fédérations. Fil conducteur de cette «pub»: le choix entre un gouvernement PSC-PRL ou un gouvernement avec les socialistes serait en fait un choix de société. «Les gouvernements libéraux/sociaux-chrétiens de Martens-Gol (1981-1987)», affirme le texte, exécutaient «un programme largement inspiré d'un memorandum de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Leur bilan n'est pas particulièrement glorieux au niveau de la justice sociale» (2). Les socialistes, par contre, «agissent, aux différents niveaux de pouvoir auxquels ils sont associés, pour défendre et/ou créer les conditions pour créer une société plus juste.» (3) Le PS défendrait les faibles? Pour le réfuter il suffit de regarder les mesures que le PS prend réellement (voir ci-contre). Ou de demander l'avis de ses victimes: chômeurs, malades, travailleurs des services publics et du privé.

Par contre, on peut facilement prouver que le PS défend bien les intérêts des grandes entreprises. D'abord, les trois accords de gouvernement des cabinets à participation socialiste depuis 1988 (Martens VIII, Dehaene I et II) sont tout aussi bien inspirés par la FEB que celui des gouvernements à participation libérale. On y trouve en effet comme objectifs: «réduction des cotisations patronales à la sécurité sociale, économies et réformes dans la Sécu et dans l'enseignement, privatisations des entreprises publiques, flexibilité du marché du travail...» Point par point, des revendications figurant à la une des mémorandums de l'organisation patronale.

Encore plus significatives sont les vives félicitations que les ministres socialistes ont recueillies de la part des

grands patrons, chaque fois qu'ils réalisaient un de ces objectifs stratégiques. A entendre ces éloges, assez gênants pour un parti "socialiste", vous comprendrez pourquoi le bilan du PS se tait pudiquement sur ces "réalisations", tellement appréciées par la Bourse de Bruxelles.

L'Echo: "Bravo Di Rupo!" pour les privatisations

Aux élections de 1991, le PS promettait encore de «mettre fin aux tentatives de privatisations des entreprises publiques» (4). Une fois au gouvernement, les ministres de tutelle successifs - appartenant tous au PS - ont privilégié à une allure du tonnerre, laissant Guy Verhofstadt perplexe. Sous Guy Coëme, l'Etat a vendu la CGER au groupe Fortis-AG (lié à la Société Générale) et Distrigaz à Tractebel (encore la Générale).

Son successeur, Elio Di Rupo a bradé la banque SNCI ("la petite usine bleue") au profit de la CGER privatisée, attribué les futurs services bancaires de La Poste à la banque G et ses futurs services d'assurances à la Royale Belge (contrôlé par le holding Groupe Bruxelles Lambert, GBL). Puis, devenu ministre des Communications, Di Rupo a forcé sa plus grande privatisation, celle de Belgacom. Son zèle, en matière de privatisations, lui a valu plusieurs éditoriaux élogieux du journal boursier L'Echo qui écrivait: «La position du ministre de tutelle (des entreprises publiques) apparaît singulièrement courageuse. Déchiré entre une idéologie propre à ses origines politiques et la nécessité du pragmatisme pour sauver l'essentiel, Elio Di Rupo a en effet opté pour la politique ménageant l'avenir. Il aurait pu jouer les Ponce-Pilate, ne l'a pas fait et, à ce titre, mérite bien un petit coup de chapeau.» (5)

Bravo Onkelinx

Dans le même journal financier, l'éditorialiste a récemment congratulé le PS pour n'avoir pas cédé aux grèves des enseignants: «Après les omelettes aux tomates du 1er mai, écrit

L'Echo, on aurait pu craindre qu'au boulevard de l'Empereur, on cherche à réduire la distance avec les militants, en infléchissant quelque peu les positions sur les dossiers contestés. Heureusement, il n'en a rien été. Au gouvernement fédéral ou à celui de la Communauté française, le cap politique a été maintenu. C'est un sens de la responsabilité qu'on doit saluer. Il faut féliciter l'exécutif Onkelinx d'avoir tenu solidement le gouvernail malgré la tempête.» (6)

"Le PS tient bon" dit Pierre Beaussart (UWE)

Même enthousiasme chez Pierre Beaussart, le président de l'Union des Entreprises Wallonnes. «Sous l'influence de Philippe Busquin et Guy Spitaels, vient de déclarer le patron des patrons wallons, le Parti Socialiste a compris ce qu'est une gestion stricte des moyens, et Robert Collignon et Jean-Claude Van Cauwenberghé poursuivent cette politique. Nous le voyons dans le dossier du financement de l'enseignement de la Communauté française: le PS tient bon. Le PS a souligné qu'on ne peut dépenser l'argent qu'on n'a pas. En outre, le budget de la Région wallonne reste depuis cinq ans déjà à l'intérieur des normes fixées par le Conseil Supérieur des Finances. Cela

Les trois grands "bra"



"Enseignement déçu, 1er mai foutu" et autres slogans d'enseignants du Hainaut en colère.

signifie que la Région wallonne est bien gérée. Je pense que le PS de Busquin et Spitaels va suivre la voie des partis socialistes d'Allemagne et des Pays-Bas: la voie du réalisme.»

Jean Guy, rédacteur en chef (traqué) du journal Le Peuple, a interprété le sentiment que ces propos inspirent à tout militant de gauche: «Quand je lis que Pierre Beaussart chante ainsi les louanges du PS, alors je suis fixé.» (8)

La grande bourgeoisie affiche en effet si clairement sa préférence pour gouverner, à l'heure actuelle, avec les socialistes que le président des libéraux flamands De Croo en a publiquement exprimé son irritation: «Il est troublant de voir à quel point la présence socialiste au gouvernement est souhaitée et approuvée par une

partie de l'establishment bien-pensant, capitaliste. La FEB et, dans une moindre mesure, le VEV (patronat flamand - ndlr) font pression pour que le CVP continue à gouverner avec les socialistes.» (9)

C'est donc bien clair: les socialistes ne sont au gouvernement que pour servir les... grands patrons. Tout comme le faisaient les libéraux aux gouvernements des années quatre-vingts.

(1) "Les enjeux d'un congrès", note de travail de l'Institut Emile Vandervelde, 20 mai 1996. Ce texte est paru comme annonce publicitaire dans La Wallonie et Le Soir. (2) Idem, p. 1. (3) Idem, p. 2. (4) Projet de programme électoral, Congrès du PS, 26.10.96. (5) L'Echo, 3.12.94. (6) L'Echo, 11.6.96. (7) De Standaard, 5.6.96. (8) De Standaard, 7.6.96. (9) De Standaard, 29.12.96.

«Les vrais mi

Un long passé de pa

«Ceux qui ont grogné et chahuté au 1er Mai, ce sont les vrais militants: la colonne vertébrale du parti», déclare Jean Guy, le rédacteur en chef du Peuple, le journal du PS, dans une interview très remarquée. (1)

La direction du PS a rejoint la grande bourgeoisie belge dès 1914, dès le début de la première guerre mondiale. Vandervelde, le "patron" du PS affirme avec fierté dans ses Mémoires que Solvay et Franqui, les deux plus grands capitalistes de l'époque, étaient ses amis intimes. Marx appelait les partis du genre PS, des "partis ouvriers bourgeois", c'est-à-dire des partis qui défendent bec et ongles la dictature du capital, mais en utilisant une démagogie destinée spécialement au milieu ouvrier. Il y a un mois, Solidaire a publié un long dossier de 12 pages consacré à l'histoire du PS, contenant des dizaines de documents historiques, qu'on cache aux militants du PS. (2) Plusieurs d'entre eux, après avoir lu ces documents, ont dit qu'ils n'en croyaient pas leurs yeux. Nous publions prochainement quelques-unes de leurs réflexions.

(1) De Standaard, 7 juin 1996. (2) "Le PS au service du capitalisme sauvage", discours de Ludo Martens, 1er Mai 1996. A commander à Solidaire, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. 02/513.66.26



bravos" du patronat au PS



Les manifestants contre Onkelinx, Dehousse et Cie (1er mai 1996 à Liège) tirent la bonne conclusion.

« Les militants sont brimés et insultés »

de paroles mielleuses et d'actions scandaleuses

La démagogie...

Le PS s'engage à

- empêcher toute privatisation de la Sécurité sociale.
- renforcer les moyens d'une démocratie véritablement participative.
- dégager des solutions humanistes aux problèmes de l'immigration.
- lutter contre la dualisation de la société en garantissant un enseignement obligatoire gratuit et de qualité et en luttant contre l'échec scolaire.

Le PS a au gouvernement :

- fait baisser la progression du chômage qui était de 33,5% entre 1981 et 1987 à 13,2% entre 1988 et 1994).
- maintenu la concertation sociale
- augmenté la taxation des revenus du capital à 15 %...
- organisé la consolidation stratégique de Belgacom
- préparé la restructuration des hôpitaux publics bruxellois afin de sauver l'outil hospitalier public.

Source : "Les enjeux d'un congrès", 20 mai 1996, 9 pages. Note préparatoire au congrès du PS du 29 juin.

...et les actes

- au mois de février, le vote de la loi "Willockx-Colla", renforçant le deuxième pilier des pensions (assurances d'entreprises) a été acclamé par les compagnies d'assurances. L'augmentation des tickets modérateurs (médecin, médicaments, examens, hôpital) en assurance-maladie rend les soins trop chers pour ceux qui n'ont pas d'assurances privées.
- avec des pouvoirs spéciaux, baptisés lois-cadres, le PS soustrait des matières essentielles comme le budget, l'emploi, les salaires et la Sécurité sociale au contrôle du parlement.
- la loi Vande Lanotte sur les réfugiés exécute 10 des 12 mesures proposées par les fascistes du Vlaams Blok.
- les décrets d'Onkelinx (moins 2.800 enseignants par la baisse de l'encadrement et moins 3.000 par les fusions) et de Grafé (supérieur) font le contraire.

En réalité

- le PS et le PSC ont fait baisser les statistiques par un nombre fabuleux d'exclusions : 615.168 chômeurs ont été rayés (temporairement ou définitivement) ou ont été refusés au chômage entre 1992 et 1995 (1) !
- le PS a imposé le plan global et le blocage des salaires en 1993 et en fera de même avec le contrat d'avenir.
- le PS a d'abord baissé cette taxation (précompte mobilier) en 1990 de 25% à 10%.
- Di Rupo a organisé la *privatisation* de Belgacom.
- Le fameux plan Iris de Charles Picqué *liquidera* des 1 à 2.000 lits et des centaines d'emplois dans ces hôpitaux.

(1) Rapports annuels, ONEM de 1992 à 1995.

Deux sauts d'index avec le PS-PSC ?!

Parmi "le travail accompli par les socialistes au gouvernements", le PS met toujours en avant "la sauvegarde de l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales". Le PS oppose cet acquis aux fameux trois sauts d'index décidés dans les années quatre-vingts par le gouvernement PSC-PRL de Martens-Gol. Cette affirmation du PS

est une supercherie.

1. Le gouvernement PSC-PS a introduit, lors de l'exécution de son Plan global en 1993, le fameux index santé, dont sont exclus le prix de l'essence, du tabac et de l'alcool. En mai 1996, la différence entre cet index santé et l'index réel a déjà dépassé les 2 pour-cent, soit... l'équivalent d'un saut d'index. (1)

l'index santé	le vrai index	différence
119,90 points	122,16 points	- 2,26 points

2. PS et PSC ont, depuis 1993, supprimé un autre mécanisme d'indexation automatique, celui des barèmes fiscaux. La perte de revenu net qui s'en suit, s'élèvera cette année (1996) pour les ménages de travailleurs à plus de 2 % (2). Voilà le deuxième saut d'index qu'on doit au PS. Il explique l'augmen-

tation supplémentaire d'impôts entre 10 et 40.000 francs que beaucoup auront remarqué sur leur dernière billet d'imposition.

(1) Source : Ministère des Affaires économiques. (2) Voir le calcul détaillé dans "Y en a marre des tunnels", 1992, p. 20.

Faisons un, deux, trois Hainaut... avec 30% de chômeurs

Le PS vient d'inventer sa propre version du célèbre slogan du révolutionnaire Che Guevara : "Faisons un, deux, trois Vietnam". Il se vante en effet des «Objectifs 1 et 2 : aides économiques à des zones moins favorisées (Hainaut et Liège)» (3). "Objectif 1 Hainaut" est la reconnaissance de cette province comme "région pauvre" de l'Union européenne (UE) : le revenu par habitant est égal à 77% de celui de l'UE en moyenne et le taux de chômage atteint 30% dans certains arrondissements. Mais les patrons ont maintenant droit à 30 milliards de subsides de la

part de l'UE et de 30 milliards de celle de la Région wallonne pour un total de 40 milliards d'investissements patronaux. Ainsi, chaque emploi «créé» dans la région de Mons coûte... 10 millions.

Voilà ce qui illustre bien la faillite totale de la direction du PS : elle attend qu'une région soit tombée dans la pauvreté extrême pour arracher des subsides gigantesques au bénéfice des patrons ! S'efforcera-t-elle de réaliser cet "objectif" aussi à Liège? Et puis au Brabant wallon? Et puis... ?

(3) "Les enjeux d'un congrès", 20 juin 1996, p.5.

Opposition à la Blair ?

Les militants de gauche, comme Jean Guy, ont raison de préférer l'opposition à la politique néolibérale que mène le PS au gouvernement. Mais cela ouvrira-t-il d'autres perspectives ? Non. La crise est telle que le capitalisme ne peut plus se permettre d'offrir même des réformes mineures. C'est pourquoi les dirigeants sociaux-démocrates, contrairement au passé, se gardent bien de se lancer dans des promesses quand ils sont dans l'opposition. C'est pourquoi Spitaels est resté prudemment au balcon pendant le règne de Martens (CVP)-Gol (PRL), entre 1981 et 1987. Le président du parti socialiste britan-

nique, Tony Blair, a quant à lui, pendant une cure d'opposition de 16 ans, opéré une forte poussée à droite. Il dit maintenant «avoir appris beaucoup de Margaret Thatcher, dont il admire la fermeté. Labour maintiendra les lois anti-syndicats, les industries privatisées et les écoles privées» (4). La direction du PS a depuis 100 ans rejoint le camp de la bourgeoisie. Toute tentative pour changer ce parti est vouée à l'échec. Nous invitons les camarades de gauche du PS à adhérer au Parti du Travail de Belgique, un parti marxiste et révolutionnaire.

(4) Financieel-Ekonomische Tijd, févr. 1996.



Lire : un plaisir utile

Martine Pierre

Pourquoi acheter un livre ? Parce qu'il manque de bonnes bibliothèques, vous allez nous dire. Raison de plus de lutter pour le socialisme...

Les bourgeois achètent des objets, y compris des livres, pour les posséder. Les communistes, pour les utiliser. Nous pouvons vous garantir que tous les livres que nous vous proposons cet été vous seront utiles, mais aussi, et ce n'est pas négligeable, que vous prendrez beaucoup de plaisir à les lire.

L'Europe et ses "Horizons noirs"

Anne-Marie Appelmans, FGTB : «Les critères de Maastricht alimentent l'extrême droite»

A l'occasion de sa parution en français, le nouveau livre de Jos Vander Velpen, "Horizons noirs", a été présenté à la presse le 4 juin, dans les locaux du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. (1)

Martine Pierre

Après avoir rappelé que le Centre est une institution qui lutte contre l'exclusion et contre le racisme, Johan Leman, son directeur, a invité le public à «voir dans cette publication une juste continuité dans la logique de notre mission». Anne-Marie Appelmans, secrétaire-générale de l'interrégionale FGTB de Bruxelles, a relevé que l'ouvrage de Jos Vander Velpen est plus qu'une étude exhaustive de la question.

«Il cherche aussi à montrer qu'il y a une lame de fond qui encourage la montée de l'extrême droite, qui s'appuie sur un tissu social et économique, lui-même le produit de cette période de transition qui nous mène aux critères de Maastricht. Nous sommes devant une population dont on n'arrête pas de raboter les moyens d'exister. Pas étonnant, dès lors, que la politique d'austérité est perçue comme une aggravation de la situation et que s'opèrent deux types de réactions : une méfiance, un repli sur soi, méfiance qui n'épargne pas le mouvement syndical; puis la tentation d'aller chercher ailleurs. Dans ce sens, les tentatives de fonder des organisations syndicales d'extrême droite que Jos Vander Velpen raconte dans son livre, sont très significatives.»

«Dire clairement que nous voulons changer la société»

«Les organisations syndicales ont une responsabilité énorme. Nous devons tenir un discours clair et compréhensible quand nous disons que nous voulons une autre politique économique et sociale en Europe. Nous ne pouvons pas nous limiter à une dénonciation de principe. Nous devons dire clairement que nous voulons changer la société, donner un message d'espoir, qui passe parfois par le fait de dire non, au contrat d'avenir par

exemple. Il faut engager une lutte de résistance contre la mondialisation de l'économie.»

Les partis d'extrême droite cherchent leur Berlusconi

Pour Jos Vander Velpen, dans leur stratégie pour arriver au pouvoir, les partis d'extrême droite traversent plusieurs étapes. Au stade actuel, seuls le MSI et la Ligue du Nord italiens sont en mesure de briguer le pouvoir. Grâce à Berlusconi, qui cherchait avant tout à protéger son empire audiovisuel d'un éventuel démantèlement par un gouvernement de gauche, des fascistes ont de nouveau participé à un gouvernement en Italie, cinquante ans après la Libération. Ce n'est pas un hasard. Il n'y a pas eu d'épuration en Italie après la guerre, et les partis fascistes se sont très rapidement reconstitués. Malgré le fait qu'ils étaient anticonstitutionnels, ils étaient "utiles" pour aider à empêcher les communistes d'arriver au pouvoir.

Dans les autres pays d'Europe, les partis d'extrême droite sont tous en train de chercher leur Berlusconi, même s'il y a peu de chance qu'ils le trouvent actuellement. C'est pourquoi ils s'activent surtout à construire une base sociale dans l'ensemble de la société et à faire adopter leurs idées et leur politique par les partis traditionnels. Si le Vlaams Blok et le Front National français inscrivent toujours dans leur programme des revendications ultra libérales, ils ont été amenés à introduire un peu de démagogie "sociale", du genre d'une augmentation en France du salaire minimum. Ce caractère "national-socialiste" qui ne dit pas son nom les rend plus dangereux. En même temps, on voit comment les idées d'extrême droite dominent le débat politique et sont de plus en plus véhiculées par les partis



La politique fascisante du ministre de l'Intérieur Vande Lanotte (SP) a été dénoncée lors de la manifestation pour l'égalité des droits d'Objectif le 24 mars dernier. Les idées d'extrême droite sont de plus en plus véhiculées par les partis traditionnels.

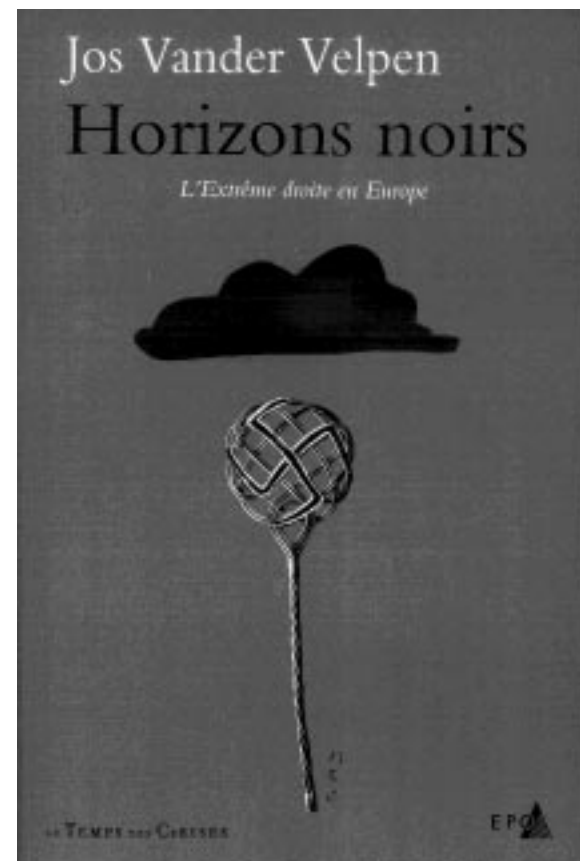
traditionnels, y compris les partis socialistes.

La dégradation sociale et économique nourrit le fascisme

Jos Vander Velpen n'est cependant pas pessimiste : «Avant la guerre, les antifascistes n'étaient pas assez forts pour faire obstacle à l'extrême droite. Cette fois-ci, les partisans de la démocratie peuvent éviter le même sort s'ils arrachent des mesures effectives à temps : droit de vote pour les étrangers, poursuites efficaces contre la propagande raciste, mesures contre la dégradation sociale et économique qui nourrit l'extrême droite, isolement de ses dirigeants, comme le plaide le rapport Oostlander, adopté le 9 mai par le parlement européen. Si les démocrates se reposent sur leurs lauriers, le réveil pourrait être désagréable.»

1. Voir Solidaire, 20 mars 1996.

• Jos Vander Velpen, *Horizons noirs, L'extrême droite en Europe*, une coédition EPO/Le temps des cerises, 1996, 244 pages, 798 FB.



Argent de poche : 80.000 F/mois

Comment vivent nos riches et ce qu'ils pensent des pauvres

«Quand j'ai payé la bonne, le jardinier et la cuisinière, il ne me reste plus que 30.000 F par mois pour acheter des vêtements.»
C'est en entendant, avenue Louise à Bruxelles, cette bribe de conversation entre deux femmes, que l'idée est venue à Martine Vandemeulebroucke d'écrire ce livre.

Martine Pierre

On parle des pauvres, on écrit des rapports sur leurs conditions de vie, mais qui sait comment vivent les riches et ce qu'ils en pensent ? Un minimexé de Bruxelles croit qu'un patron gagne 66.000 F par mois. Un fils de banquier chiffre à environ la même somme le montant du minimex...

«Les communistes voulaient tout nous prendre»

Paroles d'argent comporte en premier lieu une série d'interviews de personnes «qui planent dans les hautes sphères des statistiques fiscales», suivie d'une enquête sur le mode de vie de ces super-riches. Pour l'anniversaire d'un «très gros homme d'affaires de Belgique», on fait appel à un «metteur en fête» : 600 invités auront droit à un repas de 1.800 F chacun, sans compter les autres frais...

Les interviewés ont essayé de se montrer sous leurs plus beaux jours. Paradoxalement les auteurs les ont aidés. Pourquoi en effet avoir choisi d'interviewer, à côté des Pierre Delhaize et autres Pol Boël, des vedettes comme Salvatore Adamo ou Michel Preudhomme, si ce n'est pas pour montrer qu'il y a de tout chez les riches, et que ceux-ci peuvent même être sympathiques ?

Cependant, la tentative est plutôt ratée. Nos riches se font prendre en

flagrant délit... de richesse indécence. Et de tout ce qui l'accompagne : exploitation, paternalisme, mépris pour les petits, ignorance... Pour Pierre Delhaize, dont le fils de 23 ans «roule en petite Corsa et doit se débrouiller avec 80.000 F d'argent de poche par mois», «il n'y a pas moins de travail aujourd'hui qu'il y a quinze ou vingt ans».

Guy van den Steen de Jehay, qui a porté la chemise noire sous Mussolini en Italie, où son père était ambassadeur de Belgique, était fasciste «parce que j'étais anticommuniste. (...) Comme j'avais eu une énorme chance, j'étais forcé contre le communisme. Les communistes voulaient tout nous prendre». Pour Paul Geerinckx, «quand on met dans la tête des gens que le travail est mauvais... on n'ouvre pas leur esprit. Les syndicats sont revendicateurs, mais ils ne sont pas éducateurs. J'ai un jour eu l'occasion de discuter avec André Cools. C'était sa plus grande déception également. Il reconnaissait que le syndicat avait permis d'obtenir des acquis matériels, mais il ajoutait : «On a raté l'occasion pour nos ouvriers de s'enrichir intellectuellement. Alors, ils sont devenus les esclaves de la consommation».

Pauvreté, un choix ?

Une constante chez ces riches est l'idée que si les pauvres sont pauvres c'est finalement parce qu'ils le veulent bien, alors qu'ils



viennent de vous expliquer en long et en large tous les avantages dont eux, ils ont bénéficié. Il ne s'agit pas seulement d'argent, souvent un nom suffit... Lorsque les auteurs sont allés discuter de leur enquête avec des chômeurs et des sans-abri, c'est cette idée, plus même que l'étalement obscène des privilèges, qui écoeur le plus.

«Au moment de partir, un homme, qui était resté silencieux pendant toute la discussion, nous agrippe par le bras et nous demande, l'air incrédule : «C'est vrai ? Ils croient vraiment que la pauvreté, c'est de notre faute ?»»
Le livre se termine par une série

d'éléments chiffrés, des tableaux de la pyramide des fortunes, d'autres qui illustrent l'aggravation des inégalités. Même si beaucoup de ces données sont déjà parues dans *Solidaire*, il est utile de les lire ainsi rassemblées. Elles sont d'autant plus frappantes que nous venons de faire la connaissance de ceux qui se cachent derrière ces fortunes.

• Martine Vandemeulebroucke et Marc Vanesse, *Paroles d'argent. Les riches en Belgique. Enquête et témoignages*, Ed. Luc Pire, 1996, 222 p., 795 FB.



Les crimes des "barons globaux"

Les pilliers de planète et leurs armes implacables

Jules Behr

La "pensée unique", c'est à dire la pensée ultra-libérale qu'ont si bien apprise aujourd'hui les dirigeants sociaux-démocrates, la pensée unique, donc, veut que le monde soit devenu un village. Un "village global", régit par une "économie globale". Ce que cache la "pensée unique", c'est que ce village est dominé par un château fort d'où de nouveaux barons lancent des raids meurtriers dans tout le "village". Et que ces nouveaux barons pillent le globe avec un acharnement jamais vu et asservissent des milliards d'êtres humains comme cela ne s'était jamais produit dans l'Histoire. Ce château, c'est la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le G7 (le Groupe des sept pays les plus riches) et l'Organisa-

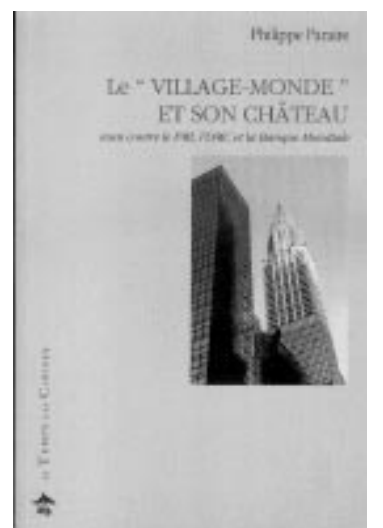
tion de coopération et de développement économique (OCDE). Dans *Le "village-monde" et son château*, Philippe Paraire montre comment ces organismes sont devenus, depuis les années 70, un véritable "gouvernement mondial" aux mains d'une "internationale patronale". La politique d'exploitation forcée des populations du monde que ces organisations mènent au plus grand profit d'une classe capitaliste qui se dote de nouveaux moyens (Otan renouée, Forces d'intervention rapide) de réprimer impitoyablement d'inévitables soulèvements populaires, est parfaitement coordonnée. Elle est cyniquement mûrie et odieusement appliquée par les dizaines de milliers de jeunes fonctionnaires ultra-libéraux grassement rémunérés (achetés ?) dans les luxueux bureaux de leurs sièges américains ou euro-

péens. L'étape qu'elles préparent aujourd'hui dans l'ombre est l'établissement d'un "salaire standard mondial". Il s'agit de réduire les salaires moyens des ouvriers et employés du Nord en les mettant en concurrence directe, sur un "marché du travail mondial", avec les ouvriers et employés exploités dans leurs usines délocalisées du Sud. Ce "salaire standard" ne représenterait plus que le tiers du salaire moyen actuel dans l'industrie française ou belge. Cette arrogante relance de la lutte de classe que mènent les capitalistes contre les travailleurs est donc conduite par de véritables stratégies depuis un quart de siècle et, surtout, depuis la chute des régimes socialistes d'Europe centrale et de l'Est. Elle ne tient en rien du hasard ou de la crise. Le livre de Paraire a le grand mérite de désigner clairement les criminels,

de dévoiler dans le détail le soin avec lequel ils préparent leurs crimes et de décrire minutieusement les armes qu'ils utilisent. Celles-ci ont pour nom : Politique d'ajustement structurel (PAS), Traité de Maastricht, réduction des déficits publics, privatisations, GATT. Dans *Privé de public*, Gérard de Sélys montre comment le grand patronat européen et la Commission européenne ont soigneusement préparé ensemble, et dans l'ombre, les privatisations des services publics. Philippe Paraire fait pareil à propos de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMC et de l'OCDE. Ces organisations mettent tout bonnement en oeuvre la privatisation du monde. Soufflant !

• Philippe Paraire, *Le "village-monde" et son château. Essai contre le FMI, l'OMC et la*

Banque Mondiale, Ed. Le Temps des Cerises, 1995, 222 p., 612 FB.
• Gérard de Sélys, *Privé de public. A qui profitent les privatisations ?*, Ed. EPO, 1996, 208 p., 698 FB.



Johan Anthierens
Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre



«Anthierens manie la plume comme d'autres le scalpel, parsemant ses pages d'une ironie féroce... On se rend vite compte qu'une certaine Flandre n'a pas digéré l'échec d'Hitler et entend le faire payer à ceux qui ont contribué à la victoire des Alliés.»

Johan Anthierens, *Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre*, EPO, 206 p., 698 FB



Des rappers des ghettos noirs américains à ceux qui s'expriment «dans la langue de Molière», tout ce que vous, jeunes ou parents de jeunes, vouliez savoir sur cette nouvelle forme de culture pas seulement musicale. Comme toujours chez Découvertes-Gallimard, autant de textes que d'illustrations ! Olivier Cachin, *L'offensive rap*, Découvertes-Gallimard, 112 p., 422 FB

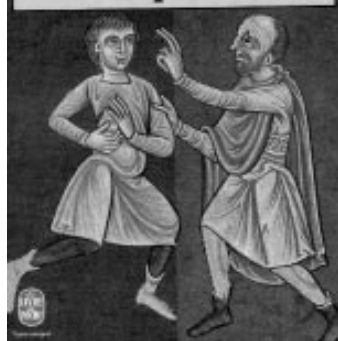
John Steinbeck
Les raisins de la colère



Une des plus profondes réflexions sur la destinée humaine, individuelle et sociale, de toute la littérature. On y trouve une exceptionnelle illustration des mécanismes de la crise de surproduction telle que Marx l'analyse dans *Le Capital*, vécue dans leur chair par une famille de paysans des Etats-Unis confrontés à la grande dépression des années trente. (SD)

John Steinbeck, *Les raisins de la colère*, Folio, 639 p., 299 FB

Noah Gordon
Le médecin d'Ispahan



Dans l'Angleterre du 11e siècle, Rob, un jeune orphelin, se découvre un don de guérisseur et n'a de cesse d'apprendre le métier de médecin. Son rêve le mènera jusqu'à la ville légendaire d'Ispahan, en Perse. Un grand roman d'aventures, progressiste et antiraciste.

Noah Gordon, *Le médecin d'Ispahan*, Livre de poche, 604 p., 313 FB

La dernière dictature

C'est la lente agonie de sa paroisse qui a poussé le père Rik Devillé, curé de Buizingen, à régler son compte au magistère de l'Eglise catholique. Par l'auteur

de *La maladie catholique*. Rik Devillé, *La dernière dictature, plaidoyer pour des paroisses sans pape*, EPO, 221 p., 698 FB

La CIA contre le Che

Dans sa préface, Philip Agee confirme le rôle de la CIA dans la manipulation des médias, les chantages, les enlèvements et les meurtres qui ont précédé la

chasse et la capture du Che en Bolivie. Adys Cupull et Froilan Gonzales, *La CIA contre le Che*, EPO, 136 p., 650 FB (réédition)

L'oeil le plus bleu

Un superbe roman de Toni Morrison, prix Nobel de littérature et l'une de nos romancières préférées, enfin disponible en

poche. Ce que signifie se sentir dans la peau d'un «sale nègre». Toni Morrison, *L'oeil le plus bleu*, 10/18, 218 p., 272 FB

En direct du couloir de la mort

Mumia Abu-Jamal fut condamné à mort il y a seize ans pour un meurtre qu'il n'a pas commis. Dans le «couloir de la mort», il continue son travail de journaliste. Il nous livre un réquisitoire

contre la brutalité policière, les tribunaux racistes, la peine de mort et les inégalités criantes. Mumia Abu-Jama, *En direct du couloir de la mort*, La Découverte, 237 p., 561 FB.

Conversations avec Molotov

Il fut le bras droit de Joseph Staline

C'est un livre que j'ai dévoré. Il y a beaucoup de chance que vous ferez de même ! Je l'ai fermé avec la conviction renouvelée : se battre pour le communisme, ce n'est pas simple et pourtant, c'est le seul chemin possible pour l'humanité. En dehors, c'est la barbarie. Il illustre bien le livre de Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, donnant, de manière vivante, de précieuses indications sur le fonctionnement du Parti communiste bolchevique.

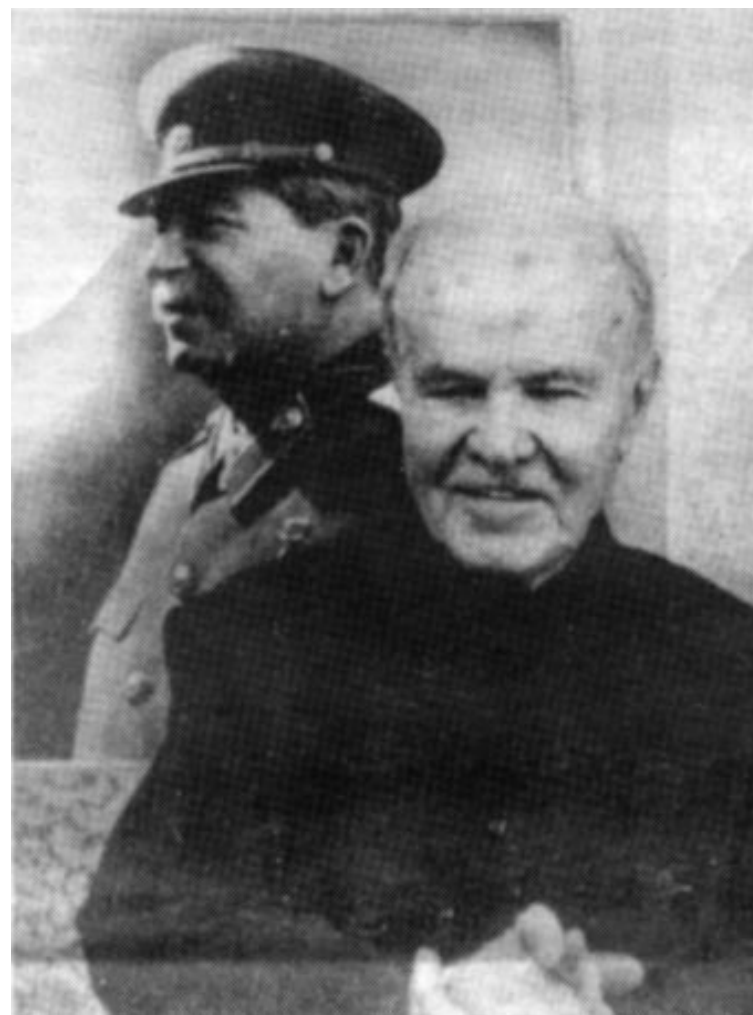
Jean Michaux

Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov (1890-1986) a été membre du Parti communiste bolchevique pendant quatre-vingts ans, de 1906 à sa mort, y compris les 18 ans d'exclusion par Khrouchtchev et consorts, qu'il n'accepta jamais.

Le livre reprend des conversations entre l'auteur et Molotov qui se sont déroulées entre 1969 et 1986. Il nous explique ses convictions de communiste, les problèmes que le parti communiste de Lénine et de Staline a eu à résoudre, les luttes politiques contre Trotski, Boukharine, Khrouchtchev. Le 22 avril 1912, il a participé à la publication du premier numéro de la Pravda. Il a travaillé aux côtés de Lénine; membre du Comité révolutionnaire, il fut chargé de préparer l'insurrection d'octobre 1917. Avant la Seconde Guerre mondiale, il était Premier ministre; pendant celle-ci, il était, à côté de Staline, vice-président du Comité d'Etat pour la Défense nationale. Il a été de longues années ministre des Affaires étrangères.

Pour vous donner une idée de la saveur du livre, je vous laisse découvrir comment Molotov décrit les conditions dans lesquelles Lénine a dû diriger le pays après la Révolution d'octobre.

«Quand il a fallu gouverner, Lénine a fait monter tout le monde sur le pont. Il ne se laissait pas abattre et savait utiliser chacun - le bolchevik, le demi-bolchevik, le quart de bolchevik - pourvu qu'il ait un minimum de compétence. Ils étaient rares. Au Politburo, trois membres sur cinq s'opposaient régulièrement à Lénine. Il était bien obligé de travailler avec eux. Bons orateurs, capables de rédiger un papier, doués et favorables au socialisme, mais c'étaient des esprits brouillons; et il n'y en avait pas d'autres. C'est vous dire si on



avait le choix...» (p.171)

Au sujet de Staline :

«Deux fois dans ma vie j'ai qualifié Staline de génial : une fois dans un texte de salutations que je n'avais pas rédigé, mais qui était revêtu de nombreuses signatures dont la mienne. Staline s'est fâché et a fait biffer le mot : «Comment t'es-tu retrouvé là ? - Comme tout le monde. - Et tu es à la traîne de tout le monde ?»» (p.209)

«Staline regrettait d'avoir accepté le grade de généralissime. Il l'a toujours regretté. Il avait bien raison. C'est Kaganovitch et Beria qui ont forcé la dose... Et puis, les chefs militaires insistaient.» (p.216)

Sur le nationalisme :

«Dans plusieurs Républiques il s'est trouvé des groupes assez nombreux d'ennemis de l'Etat soviétique. Il était nécessaire de se montrer impitoyable au nom de la victoire commune. Nul n'était aussi expert que Staline sur le problème des nationalités, nul n'organisait nos Républiques nationales avec autant de clairvoyance. La création des Républiques d'Asie centrale est entièrement son oeuvre ainsi que les frontières, et jusqu'à la découverte de peuples entiers à qui personne, au centre, ne s'intéressait et que personne ne connaissait vraiment, parce que nous tous, sans exception Lénine, n'avions pas le loisir d'ouvrir ce dossier, alors que lui, Staline, était en cela d'une compétence absolue.» (p.236)

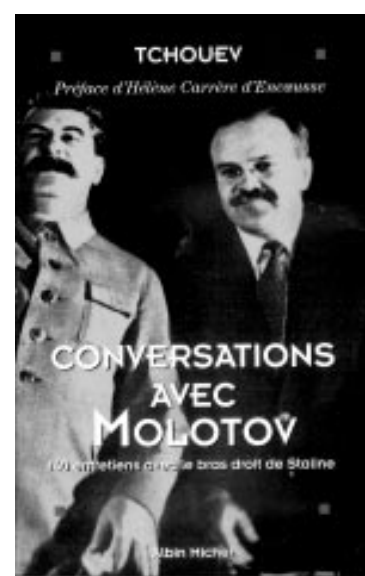
Sur la prise de pouvoir par les révisionnistes :

«Ce n'est pas avec lui (le rapport de Khrouchtchev au XXe Congrès, ndla) que les choses ont commen-

cé. Réfléchissez. Tout a évidemment commencé plus tôt. L'affaire yougoslave, c'est en 1955, un an avant le XXe Congrès. J'estime que le tournant avait déjà été pris lors de la question yougoslave. Quand j'ai essayé d'intervenir, tout le monde a été contre moi, y compris ceux qui m'ont soutenu un an ou un an et demi plus tard. Le tournant a donc été opéré auparavant, et c'est pourquoi Khrouchtchev a pu constituer lors du XXe Congrès une équipe à sa botte. J'ai ouvertement pris position contre lui.» (p.288)

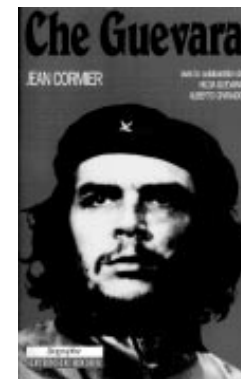
• Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov. 140 entretiens avec le bras droit de Staline*, Ed. Albin Michel, 1995, 348 p., 990 FB.

• Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, Ed. EPO, 1994, 350 p., 798 FB.



Le Che : un homme qui agit selon ses convictions

Che Guevara, une biographie de Jean Cormier



Le journaliste Jean Cormier a travaillé sept ans à la biographie de Che Guevara. Quatorze fois, il a pris le chemin de Cuba, pour redonner vie au Che, avec l'aide de Hildita Guevara, la fille aînée du Che, et Alberto Granado, son inséparable ami d'enfance.

Jacques Kolf

Jean Cormier s'est rendu aussi en Argentine, au Guatemala, en Mexique et en Bolivie, à chacune des étapes importantes de la vie du Che. Il écrit non comme un historien, mais comme un explorateur passionné qui veut nous faire comprendre une vie. Et Jean Cormier sait raconter.

Un crâne, un coeur, des couilles... et communiste

Cormier l'appelle l'homme aux trois "C" : un crâne, un coeur et des "cojones". Cormier évoque brillamment ce Che, qui depuis son enfance a mené une lutte sur lui-même pour surmonter son asthme; qui étudie à fond et avec un esprit très ouvert; qui a l'aversion du mensonge, qui blesserait un ami plutôt que de taire la vérité; qui aime la vie, mais plus encore l'humanité; qui développe pas à pas de nouvelles conceptions; qui fait ce qu'il dit et ce qu'il pense, de manière conséquente.

Personnellement, j'y aurais ajouté un quatrième "C", celui de communiste. Car autant Cormier ne cache pas le communisme du Che, autant il n'en voit pas le ressort qui a fait du Che ce qu'il est devenu. Mais le lecteur attentif

verra comment le Che, par la bibliothèque de son père, va donner peu à peu la priorité au marxisme sur d'autres philosophies. Au Guatemala, le Che, avec celle qui allait devenir sa femme, Hilda Gadea, a approfondi le marxisme et en a tiré des conclusions pour le Guatemala et l'humanité. Là, il s'est joint à la résistance armée contre l'agression des "contras" américains.

"Deux, trois... cent Viêt-nam"

Pour le Che faire la révolution dans cette Amérique du Sud des années cinquante nécessite une lutte sur deux fronts : contre la bourgeoisie locale et contre l'impérialisme américain, le plus grand ennemi de la révolution. Pour lui, cette lutte ne peut être gagnée que si cet impérialisme est frappé de tous les côtés : «Deux, trois, cent Viêt-nam...»

C'est ainsi qu'en 1955 il se lie à Fidel Castro à Mexico. Che est alors déjà l'internationaliste prêt à se battre pour la révolution. Et l'internationalisme communiste du Che va, après le triomphe de la révolution cubaine, s'opposer au prétendu communisme de Khrouchtchev qui remplace la lutte anti-impérialiste par la "coexistence pacifique". Cormier décrit le gouffre qui sépare le Cuba



officiel qui, du fait du blocus et de la pression américaine, est forcé de nouer de nouvelles relations avec l'Union soviétique, et cette volonté du Che et de Fidel de soutenir partout la lutte anti-impérialiste des peuples. Nous voyons aussi

comment Fidel soutient en secret les missions du Che au Congo (1965) et en Bolivie (1967).

La présence du Che au Congo était gardée secrète. Divers témoins partout la lutte anti-impérialiste des peuples. Nous voyons aussi

Che parlent de cette expédition. Puis, c'est l'épisode bolivien.

Khrouchtchev contre la guérilla du Che

Cormier montre combien la ligne révisionniste de Khrouchtchev était néfaste pour le projet du Che d'élargir la guérilla bolivienne aux pays limitrophes. Le Che comptait sur l'appui du PC bolivien. Mais sa direction a refusé de se "compromettre" et de dévier de la ligne de Khrouchtchev. La trahison et l'attaque massive des forces américaines contre la guérilla ont fait le reste. Pour le Che, le combat a cessé le 7 octobre 1967. Et de la description de ses dernières heures ressort aussi la grandeur du Che : plutôt que de tenter avec les valides du groupe de rompre l'encerclement de plus de 1.500 soldats (six seulement y parvinrent), le Che a choisi de rester aux côtés des blessés.

Dans une lettre d'adieu à ses enfants, quand il a quitté Cuba en 1965, le Che écrit : «Votre père a été un homme qui a agi selon sa pensée, et qui a été assurément fidèle à ses convictions... Souvenez-vous que c'est la Révolution qui est importante et que chacun d'entre nous, pris isolément, ne vaut rien. Soyez surtout capables de sentir, au plus profond de vous-mêmes, toute injustice commise contre quiconque en quelque partie du monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire...»

Jean Cormier réussit à redonner vie au Che.

• Jean Cormier, *Che Guevara*, Éditions du Rocher, 1995, 444 p., illustrations, 917 FB.

Un rebelle chez les poulpes

Des romans policiers antifascistes

Patrick Moens

Gabriel Lecouvreur passe ses quelques loisirs à retaper un vieux Polikarpov I-16 retrouvé par hasard. Ce zinc soviétique, symbole de la résistance républicaine pendant la guerre d'Espagne, dégage la même haine des fascistes que son propriétaire. Lequel propriétaire, vu sa taille démesurée et des bras d'une longueur presque anormale, s'est vu affublé du surnom de Poulpe. De plus, comme le dit animal, lorsqu'il se colle sur sa proie, il ne la lâche pas. Imaginée par Jean-Bernard Pouy, Serge Quadrupani et Patrick Raynal, vieux routiers de la littérature noire, cette série de romans policiers a la première particularité de mettre en scène le même héros, dans des épisodes écrits par des auteurs différents. A chaque nouvelle aventure du

Poulpe, un auteur différent, deuxième particularité, confronte notre héros à tout ce que la France compte comme fachos.

Ni super-héros, ni représentant de la loi, il est le témoin actif de «ces petits faits divers qui expriment, à tout instant, la maladie de notre monde». Des émules d'Hitler aux promoteurs véreux de la Côte d'Azur, des assassins racistes aux pourris de l'actuelle majorité ou de l'ancienne, Le Poulpe s'affronte aux turpitudes les plus voyantes du capitalisme dans notre société.

Dès le premier épisode de la série, dû à J-B Pouy, "La petite écuycère a café", c'est aux commandos anti-avortement de la Normandie profonde que se frotte Le Poulpe. A partir d'un meurtre maquillé en suicide, le Poulpe remontera la piste de ces intégristes papistes, fondus dans la mouvance du Front National. Si Gabriel Lecouvreur a

un vieux fond d'anarchiste, sa virulence antifasciste et antiraciste nous le rend sympathique. Écrit dans un style alerte, chaque épisode est aussi l'occasion de savourer les jeux de mots horribles des titres ("La pieuvre par neuf" de Paul Vecchiali par exemple).

Jean-Bernard Pouy voulait initier une collection de romans de gare au parfum antifasciste, vite écrits, vite lus, peu chers, bref populaires. Le fils de cheminot qu'il est a parfaitement tenu son pari. Nous vous recommandons plus particulièrement les deux épisodes suivants.

• Jean-Bernard Pouy, *La petite écuycère a café*, éd. Baleine, 159 p., 257 FB.

• Jean-Jacques Reboux, *La cerise sur le gâteau*, éd. Baleine, 189 p., 277 FB.

Bon de commande

Nom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

commande les ouvrages suivants :

- La cerise sur le gâteau : 277 (+ 50 FB)
- Che Guevara : 917 (+ 70 FB)
- La CIA contre le Che : 650 (+ 58 FB)
- Conversations avec Molotov : 990 (+ 70 FB)
- La dernière dictature : 698 (+ 58 FB)
- Le dieu manchot : 323 (+ 58 FB)
- En direct du couloir de la mort : 561 (+ 58 FB)
- Horizons noirs : 798 (+ 58 FB)
- Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse : 698 (+ 58 FB)
- Le médecin d'Ispahan : 313 (+ 50 FB)
- L'oeil le plus bleu : 272 (+ 50 FB)
- L'offensive du rap : 422 (+ 50 FB)
- La petite écuycère a café : 257 (+ 50 FB)
- Paroles d'argent : 795 (+ 58 FB)
- Privé de Public : 698 (+ 58 FB)
- Les raisins de la colère : 299 (+ 58 FB)
- Le village-monde et son château : 612 (+ 58 FB)

et verse la somme correspondante (prix du livre + port) au compte n°001-1536344-37 de la Librairie Internationale, 171, bd Lemonnier, 1000 Bruxelles; tél : 02/513 69 07.

Comment Eltsine a pêché ses voix

Le sac à malices du nouveau tsar de Russie

Promettez aux gens le luxe d'un supermarché américain bien garni. Puis, prenez leur épargne, licenciez-les, envoyez leur fils à la guerre. Et demandez-leur de voter pour vous. Vous avez bien sûr un problème. Bref aperçu des méthodes du candidat Eltsine pour résoudre ce problème...

Jef Bossuyt

Cadeaux. Pendant sa tournée électorale, Eltsine a demandé à l'ouvrière Lidia Denisjouk ce qu'elle désirait. "Une auto", répondit-elle. "Je vous donne une auto", déclara-t-il devant les caméras de télévision. Et ce fut diffusé en soirée. Deux jours plus tard Boris prouvait qu'il tient ses promesses : les photos de l'auto, les clés, et une femme folle de joie, ouvrière à la mine Vorkoutinskaja. Le sponsor est le combinat automobile Logovaz, dont le logo s'affichait à l'écran (1). Comment va-t-elle payer l'essence ? Laissons cela pour après les élections.

Chantage. La plupart des gouverneurs locaux ont été nommés par Eltsine. Ils dépendent entièrement du président pour leur budget. Obtenir le financement des salaires impayés, ou même le mazout pour chauffer les hôpitaux, dépendra du président. Les gouverneurs menant une campagne active pour la réélection de Eltsine sont favorisés.

Temps d'antenne. Des trente minutes de journal, quinze sont habituellement consacrées à Boris Eltsine. Boris câlinant les bébés, promettant la liberté et la prospérité, distribuant des subsides aux entreprises et aux écoles, ou organisant des concerts pop pour les jeunes. Le tout sur le budget présidentiel. Applaudissement des spectateurs. Puis, viennent en cinq minutes les neuf autres candidats.

On les voit manger, tomber, suer à grosses gouttes ou hésiter devant des questions difficiles. Le 11 juin, ils eurent même droit à des images en noir et blanc, tandis qu'Eltsine se pavait devant un soleil resplendissant dans le ciel bleu (2). **Trucage.** Le 28 mai, Eltsine visite la capitale de Tchétchénie, Grozny, sous l'oeil des caméras. Il donne l'accolade à des Tchétchènes enthousiastes qui applaudissent la nouvelle situation. Il annonce à des soldats russes qu'ils peuvent rentrer à la maison. Les journalistes du Monde révèlent la supercherie : "Eltsine n'est absolument pas allé à Grozny, mais seulement dans un petit kolkhoze dans une contrée perdue du nord de la république. Un hameau miraculeusement épargné par la guerre. Et aussi sur un champ d'aviation du nord de Grozny qui est depuis la guerre transformé en camp retranché. Tous les alentours étaient interdits, même pour la presse sauf celle d'Eltsine." (3)

Violence. Si les résultats du premier tour ne sont pas favorables à Eltsine, il y a aussi les arguments musclés. Le deuxième tour avec les deux candidats les mieux placés pourrait ainsi être annulé. Le marxiste-léniniste Victor Ampilov écrivait déjà il y a un mois : "Nous devons nous attendre à une série de bombes avec ou sans victimes dans le métro ou d'autres endroits très fréquentés, à Moscou, Leningrad ou ailleurs." (4) Et le 11 juin, une bombe faisait quatre morts



Pour rattraper son retard dans les sondages, Eltsine a combiné cadeaux spectaculaires, médiemensonges et violence brutale.

dans le métro de Moscou. Victor Ampilov réagissait immédiatement et déclarait à la télé : "C'est l'oeuvre d'Eltsine et de son entourage."

Faiblesse de l'opposition. Le dernier atout d'Eltsine est sans doute la faiblesse de son principal adversaire, Gennadi Ziouganov.

Les électeurs ont découvert que la majorité parlementaire de Ziouganov n'a presque rien modifié à leur dur combat pour la survie quotidienne. Le parlement s'est penché en février sur les nouveaux minimums de salaire et de pension. Pas d'augmentation mirobolante. Les misérables 63.250 roubles par

mois ont été juste indexés à 75.900 roubles (500 francs). Et cela au moment où Moscou était déclarée la ville la plus chère d'Europe (6).

(1) Journal T.V. ORT, 11/6. (2) Journal T.V. ORT, 11/6. (3) Le Monde, 30/5. (4) Molnia, 12 (118), mai '96. (5) Journal T.V. ORT, 12/6. (6) Journal T.V. ORT, 7/2.

Le programme de Ziouganov n'est pas socialiste

La même volonté de réformes et de poursuite de la construction du capitalisme qu'Eltsine

Nina Andreeva (*)

"Le programme économique et social de Ziouganov n'a rien de commun avec le socialisme et même avec la social-démocratie. Le point central des conceptions de Ziouganov est le problème de l'État et de la propriété d'État. Beaucoup de Russes assimilent ces notions avec l'État soviétique et la propriété populaire socialiste. Ziouganov masque volontaire-

ment le contenu de classe de ces notions. Mais dans une société de classe, l'État est la force politique qui dirige la société au profit de la classe dominante. Par ses réformes, l'État soviétique protège objectivement en dernière instance les intérêts des ouvriers, paysans et travailleurs de l'intelligentsia. L'État russe est aujourd'hui un État bourgeois en construction et en développement. Ziouganov déclare "vouloir le

succès final des réformes". Son État doit "réguler les processus économiques dans le pays". Il va donc poursuivre les réformes marchandes du capitalisme, les réglementer et les développer. La propriété d'État en Russie est aujourd'hui une propriété capitaliste d'État. Contrairement aux autres formes de propriété privée, elle sert les intérêts de toutes les couches de la bourgeoisie.

La mission principale de son État,

c'est "la collaboration avec les compagnies, et leurs alliances avec les groupes financiers et de production". Les groupes financiers et de production formeront la structure de développement des petites et moyennes entreprises. Ziouganov veut "développer activement les compagnies transnationales avec participation du capital russe".

Ziouganov prévoit de nouvelles étapes de privatisations mais aussi de nationalisations : l'État va ache-

ter les propriétés dont les supermonopoles russes ont besoin. Le capitalisme monopoliste d'État est la base de la réaction politique et du fascisme, qui ont provoqué bien des conflits locaux et les deux guerres mondiales.

Le choix entre Eltsine et Ziouganov est une élection sans choix."

(*) Nina Andreeva est présidente du Parti communiste des Bolcheviques de l'Union soviétique.

Votez pour le rétablissement de l'Union soviétique !

Victor Ampilov, secrétaire du Comité central du Parti Communiste russe des Travailleurs et président de "La Russie du Travail" : "En apparence la majorité des citoyens doit choisir entre Ziouganov et Eltsine. Mais dans le fond ce sera un référendum

sur la question : êtes-vous pour le rétablissement de l'Union soviétique et de la patrie socialiste, oui ou non ? Des dizaines de milliers, des centaines de milliers de drapeaux rouges parmi les manifestants du premier mai ont, mieux que des mots, montré quelle est la réponse

du peuple. Cette réponse est un cauchemar pour les dirigeants, les idéologues et les exécutants des réformes antipopulaires, pour ceux qui vivent de la misère du peuple et de la destruction de l'économie du pays.

Quel que soit le résultat des

élections, notre mouvement la "Russie du Travail" s'engage à continuer la lutte pour la défense des intérêts fondamentaux des travailleurs de Russie, réaliser la domination politique et économique des travailleurs, la nationalisation des banques, le monopole

d'État sur le commerce extérieur, l'orientation de l'économie par l'État selon des plans scientifiquement établis et le développement indépendant du pays. La "Russie du Travail" se réserve également le droit de combattre pour la suppression de la présidence."

Hypocrisie internationale à l'oeuvre

Nouvelle campagne antisocialiste d'Amnesty...

Sous le slogan "La Longue Marche des droits de l'homme", Amnesty International s'était proposée de mener des actions dans une dizaine de villes belges. Samedi 8 juin, à Gand, la Marche se heurte au PTB.

Frank Sonck

La discussion sur les droits de l'homme s'avère n'être qu'un prétexte pour une campagne de haine contre le socialisme et de propagande pour... le patronat occidental.

Dans un rapport mensonger, Amnesty tente de démontrer la situation dramatique des droits de l'homme en Chine. En réalité, la Chine a assuré les droits essentiels à 1,2 milliard de personnes : nourriture, enseignement, soins de santé, etc. Mais Amnesty International (AI) ne s'intéresse qu'aux droits individuels, comme "la liberté d'expression". Dans l'intérêt de qui ? Sous le prétexte de la "liberté d'expression", AI défend ceux qui veulent organiser une "longue marche" vers l'exploitation et le capitalisme, en faveur de ceux qui veulent vendre la Chine à l'Occident.

Au début, notre réaction était plutôt tiède. Quelqu'un nous avait averti de l'action prochaine d'Amnesty, ce qui a suscité des discussions entre nous : tout le monde participerait-il à l'action ? Il y avait des objections d'ordre pratique. Ce même samedi, se déroulait l'Ecole du



La Longue Marche de Mao a sauvé de la misère un milliard de gens. Le PTB-Gand rappelle ce "détail" toujours ignoré par Amnesty !

tiers monde organisée par la LAI. A ce moment, nous avons posé à tous la question : crois-tu qu'il est important de réagir contre cette attaque anticommuniste ? La conclusion n'a pas tardé : tout le monde considérait qu'il fallait réagir. Cette unité a inspiré l'enthousiasme et nous avons réparti les tâches. En quelques jours, un tract était prêt. Nous avons organisé une formation sur la Chine et la campagne d'Amnesty. Il nous restait à préparer l'action, confectionner un calicot, mobiliser des collaborateurs...

Ce samedi, nous nous sommes donc rendus à la place Sint-Baafs, où Amnesty avait installé des stands et présentait des initiatives culturelles. Nous avons discuté avec les gens en leur présentant notre tract ainsi que de la documentation et en

leur expliquant notre action de protestation. Le porte-parole d'Amnesty voulait d'abord nous imposer le silence de manière brutale... En vain évidemment. Nous avons déployé notre immense calicot (10 mètres) devant les caméras de la télévision locale.

Le soir, Amnesty organisait son grand débat... sans aucun contradicteur. Le message d'Amnesty : les droits de l'homme en Chine sont bafoués, sauf dans les entreprises occidentales. Amnesty fera donc appel au patronat occidental (!) pour réaliser les droits de l'homme. Les membres du PTB n'étaient pas les seuls à réagir contre cette propagande droitiste. D'autres sont intervenus également. Une femme chinoise est venue témoigner de ses expériences et de

celles de sa famille avec la politique du "socialiste" Vande Lanotte à l'égard des étrangers. Elle a comparé la situation des immigrés en Belgique aux libertés dont ils jouissent en Chine. Elle a conclu en dénonçant la campagne éhontée d'Amnesty International contre la Chine sous le slogan "no one is safe". Elle a été très applaudie par une partie de la salle.

Conclusion ? Si les progressistes osent réagir contre l'initiative d'Amnesty, nous marquons des points dans la défense du socialisme. Cette action nous a également montré qu'il est important de réaliser un beau calicot avec un message politique clair. Il ne faut donc pas hésiter et réagir ! (Vous pouvez commander des tracts : tél. 02/513.53.86)

Turquie : alerte dans les prisons

Un raid militaire contre la prison provoque des victimes

Diane Vangeneugden

La protestation contre la répression fasciste en Turquie s'accroît. A présent, plusieurs milliers de prisonniers politiques sont en grève de la faim. Le 28 mai, la prison de Diyarbakir a été attaquée par des soldats. A l'aide de bâtons et de barres en fer, ils s'en sont pris aux grévistes de la faim affaiblis. Dix-neuf prisonniers blessés ont été amenés à l'hôpital "pour être soignés". Pour protester, deux d'entre eux se sont auto-incendiés. Les autres ont disparu sans laisser de traces. (1)

Depuis que l'ancien chef de la police d'Istanbul, Mehmet Agar, est devenu ministre de la Justice,

la répression s'est aggravée. Des journaux ont publié des preuves qu'Agar s'est livré à la torture et au meurtre sur des militants politiques. Il fait néanmoins partie d'un gouvernement "démocratique", soutenu par l'Occident en raison de ses mérites comme allié dans l'Otan. Agar veut briser d'une main de fer militaire toute résistance contre la politique du FMI de démantèlement social et de privatisation des entreprises d'Etat.

Les prisonniers politiques poursuivent leur lutte révolutionnaire derrière les barreaux. Agar a décidé de les enfermer individuellement dans des cellules d'isolement. La police envahit régulièrement les prisons et y

provoque des bains de sang. Des prisonniers sont torturés, reçoivent une nourriture maigre et de mauvaise qualité, ne bénéficient pas de soins médicaux... Les membres de la famille qui osent venir leur rendre visite sont arrêtés. Mais hors de la prison aussi, de plus en plus de sympathisants participent. Leur locaux sont encerclés par la police.

Dans divers pays européens, des centaines de Turcs et de Kurdes participent également à des grèves de la faim en solidarité avec les prisonniers. Ils exigent la fin de la terreur fasciste et un traitement humain des prisonniers. En Belgique, 70 Kurdes sont en grève de la faim depuis

plus de deux semaines. Manifestez votre solidarité en leur rendant visite (Damiaanplein 10 à Leuven, tel/fax 016/20.09.62). A partir de cette semaine, une trentaine de camarades turcs partent en grève de la faim à Bruxelles (infos et soutien : tél.02/733.72.81). De la prison à Bruges, nous avons reçu une lettre de deux Turcs qui entament eux-mêmes une grève de la faim de trois jours : «Nos camarades ont besoin de notre solidarité, nous devons absolument gagner cette bataille. Nous ne pouvons pas rester indifférents et c'est pourquoi nous protestons contre la barbarie de l'Etat turc.»

(1) Kurdistan Rundbrief 11/96

AGENDA

Bruxelles

Samedi 29 juin, à partir de 18 h

Barbecue provincial du PTB. A Clabecq, avec les travailleurs en lutte. Info et réservations : 02/513 77 60.

Dampremy

Samedi 22 juin, 19 h 30

Soirée-dia Cuba. Reportage dia et témoignages de voyage. Maison du peuple de Dampremy, rue Jules Destrée. PAF : 50 F. Org. : Syndicalistes pour Cuba. Info : 071/43 70 16.

Ecaussinnes

Samedi 29 juin, 15 h 30

Un poète et un auteur contre l'extrême droite, avec Denys-Louis Colaux et Manuel Abramowicz. Jean Larock, journaliste Le Peuple, modérateur. 17 h : Vivos vovo en concert. Org : Front antifasciste du centre. Tél : 067/49 02 14.

Namur

Mercredi 19 juin, 19 h 30

"Henri De Man : le "socialiste" devient "fasciste". Les pages noires d'un parti rose, 3ème partie. Maison du Travail, salle 7. Entrée via rue du Lombard 8. Org. : INEM.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 29 juin. Entrée libre.

EXPOSITION DE TRAVAIL

L'art du montage de
John Heartfield

22 juin, de 13 à 17h30. En français. 90F.

Conférence - Séminaire

L'art comme projectile politique

John Heartfield,
photomonteur
Lieven SOETE

22 juin, à 18h. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Poésie d'enfants

Séance préparée et présentée par

Denise ENGELS.

Musique: Moustapha BOUSSALA (sax.)

28 juin, de 17 à 20 heures

29 juin, de 10h30 à 18h. Entrée libre.

Organisée par la

LIBRAIRIE INTERNATIONALE.

Foire du Livre ancien et
d'occasion

Livres de vacances

29 juin, à 18 heures. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Les poètes et l'amour

Alodia ALVAREZ, Roger AVAU,
Giovanna CATELLI, Jacques DEMAUDE,
Viviane DE MOL, Lieve DESMEDT,
Jean DUMORTIER, Laurent d'URSEL,
Arianne FRANCOIS-DEMEESTER,
Ciril GLADINEZ, Bernard GODEFROID,
Marcel HENNART, IRADJ,
Bila KWANDULA, Marie LAURENT,
Jean-Marie LUFFIN, Sonja NYS,
Miguel PAEZ, Myriam PREVOT,
Ben REYNDERS, Nemesio SANCHEZ,
Joaquin SILVA, Stefaan VANDENBREMT,
Martine VANDERHEYDEN,
Nicole VAN OVERSTRAETEN,
Tamara VERCRUYSEN.

EN BREF

Rwanda

Les mensonges de Twagiramungu

Faustin Twagiramungu, ancien premier ministre rwandais, déclare que le FPR veut «éliminer ce qui fait l'élite d'un groupe social et ethnique de la population, les Hutus du Rwanda, reproduisant un scénario bien connu au Burundi... Ses "actes de vengeance isolés" sont devenus une destruction méthodique d'un groupe ethnique et méritent l'appellation de génocide.» Il parle d'un "manque de population" de 600.000 à 1.000.000 de personnes, suite aux massacres perpétrés par l'armée du FPR. (Le Soir, 13.6.96)

Ce n'est pas la première fois que Twagiramungu avance la théorie du "double génocide". Le 6 décembre 95, le "Belang van Limburg" rapportait que 312.726 personnes auraient été tuées par le FPR. Cette nouvelle provenait du même Twagiramungu. Or, il n'existe aucune preuve de cela. C'est une nouvelle tentative pour banaliser le véritable génocide de 1994 et réhabiliter les génocidaires.

Haïti

Privatisations accrues

Séjournant en Belgique, le président haïtien, Préval, a vanté sa politique néolibérale. Elle consiste pour le moment à céder au privé les principales entreprises publiques : la Cimenterie, la Minoterie, l'Electricité, les Télécommunications et les Ports. Il n'a cessé de louer les deux Institutions internationales les plus honteuses du monde : la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Lors de sa rencontre avec la communauté haïtienne, il a annoncé qu'il donnera son accord à l'ensemble des avis du FMI et de la Banque Mondiale.

En Haïti, les forces populaires se mobilisent contre le bradage du patrimoine national au profit de l'impérialisme nord-américain. Le premier mai, des associations étudiantes, syndicales et populaires ont manifesté à Port-au-Prince et en province pour dénoncer la vie chère, la misère, les privatisations et les troupes d'occupation. Aristide a autorisé la violation du territoire haïtien par les forces impérialistes et son jumeau Préval collabore à son pillage.

A qui profitent les privatisations ?

Gérard de Selys, qui a décrit les raisons et les effets des privatisations dans "Privé de Public", donnera une conférence sur ce thème, axée sur Haïti, le 25 juin 1996, à 20h, salle Elzenhof, avenue de la Couronne 12-16, 1050 Bruxelles. Organisée par Men-an-Men.

Rapport Unicef

Seul le titre est optimiste

"The Progress of Nations" (le progrès des nations), c'est sous ce titre que l'Unicef dresse le bilan de la situation des enfants dans le monde. Un titre trompeur, car tous les chiffres du rapport — sur la mortalité infantile, la sous-alimentation, les maladies... — démontrent que la situation a empiré. En 1990, 500.000 femmes mouraient suite à des complications liées à la grossesse, l'accouchement ou à un avortement. Cinq ans plus tard, leur nombre s'est accru de 100.000. En Afrique, une femme sur treize meurt pendant l'accouchement. Au Canada (qui obtient les meilleurs chiffres), une femme sur 7.300. Un million d'enfants perdent ainsi leur mère chaque année.



Un des nombreux calicots de la manifestation de Bonn : « On lutte pour du travail, contre l'allongement de l'âge de la pension. »

Grosse manif à Bonn

350.000 Non au "Contrat d'avenir" allemand

350.000 manifestants à Bonn samedi passé. L'opposition à la version allemande du Contrat d'avenir est immense. Le PTB y a envoyé une délégation de solidarité.

Herman Veulemans

A l'initiative de cette manifestation : des comités de chômeurs et d'étudiants opposés aux mesures d'austérité. Au départ, ils étaient seulement soutenus par des Eglises et certaines délégations syndicales. Mais après les grèves dans les services publics, les directions syndicales nationales ont été obligées de mobiliser. En octobre, la direction du plus grand syndicat, IG-Métal, a publié une déclaration intitulée "Collaboration pour l'emploi"; sur la même ligne que le chancelier Kohl : des restrictions en

échange d'emplois. La critique de cette position s'est fait entendre samedi, ainsi que celle de la position de l'opposition socialiste. Alors qu'un message de Lafontaine, le dirigeant du SPD est lu au meeting, un ouvrier à nos côtés, commente : « Chez nous, dans l'Etat de Westphalie, le SPD est au gouvernement. Il mène exactement la même politique d'austérité que Kohl. Il a par exemple approuvé récemment une loi par laquelle les apprentis doivent travailler plus longtemps sans être payés. »

A la fin du meeting, une porte-parole des étudiants formule

des mots d'ordre plus concrets. La foule scande : « Kohl raus ! » (Kohl dehors !) Sur l'écran vidéo géant, au dessus du podium, on voit les visages paniqués des dirigeants syndicaux nationaux. Sur les petits podiums, le langage est aussi combatif. Un orateur du secteur de la construction : « Qu'est-ce que nos femmes ont fait au gouvernement pour devoir travailler jusqu'à 65 ans ? Jamais des emplois n'ont été créés en faisant travailler les gens plus longtemps ! Qui gouverne dans ce pays ? Les patrons ! Nous n'allons pas laisser 1 % de la population faire la loi ! » La direction syndicale nationale considère cette manifestation comme le "bouquet final" de la campagne. Mais les dizaines de calicots qui appellent à la grève générale disent le contraire...

Une pétition pour la vérité au Rwanda ?

La responsabilité belge dans le génocide reste hors cause

Hilde Meesters

Deux cent mille personnes ont signé une pétition qui réclame « la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat des para-commandos, sur le génocide et les crimes contre l'humanité au Rwanda ». Ces personnes veulent connaître la vérité sur le génocide. Les organisateurs de la pétition, le comité "Qui a tué nos para-commandos ?" regroupent les familles des dix paras tués à Kigali le 7 avril 1994, le sénateur PRL Alain Destexhe, le parle-

mentaire flamand VU Willy Kuypers, le professeur Filip Reyntjens et le Syndicat national des militaires (SNM). (1) Hormis les familles des militaires, il s'agit de personnalités réactionnaires. Reyntjens est un allié de l'ancien régime rwandais. Il entretient des contacts avec les responsables du génocide. Robert Verdussen traduit les intentions de l'armée : « Ce drame tient aux conditions dans lesquelles l'intervention belge a été décidée, aux conditions dans lesquelles cette intervention s'est dérou-

lée ». (2) Leur volonté est donc de faire la lumière sur la mort des dix paras et non celle d'un million de Rwandais. Ils veulent dénoncer les moyens trop limités dont disposaient "nos militaires". La pétition ne dit pas que les interventions de l'armée belge visent uniquement à défendre les intérêts belges. La Belgique est intervenue à plusieurs reprises pour sauver le régime Habyarimana. Mais en avril 1994, les troupes belges sur place, qui avaient les moyens d'empêcher le génocide, se sont retirées. La meilleure

Colonisation de la Bosnie

Les accords de Dayton devaient accorder à la Bosnie une véritable indépendance. En fait, ils se sont traduits par la colonisation occidentale ouverte. Bildt, ancien premier ministre suédois, dirige la "reconstruction" de la Bosnie. Il est au-dessus des gouvernements locaux et travaille en étroite collaboration avec les troupes d'occupation de l'Otan. Il gère de son propre chef l'argent de la "reconstruction". De l'argent qui provient essentiellement de banquiers allemands.

La banque centrale de Bosnie est contrôlée par le Fonds Monétaire International. Alors que la Banque européenne pour la reconstruction de l'Europe de l'Est (la BERD) exerce le contrôle sur des entreprises d'utilité publique comme la poste, l'approvisionnement en eau, l'énergie et les transports publics. L'Irlandais Peter Fitzgerald dirige les services de police, qui sont encadrés par un corps de 1.700 policiers de quinze pays différents. Le pays est occupé par l'Otan et cette aile militaire couvre le pillage économique. Qui parlait de "paix", d' "indépendance" ?

22 juin : solidarité avec la Yougoslavie

Pour protester contre l'emprise impérialiste sur la Yougoslavie et en solidarité avec le peuple yougoslave, la Ligue Anti-Impérialiste organise une journée de solidarité le 22 juin, de 14 à 18 heures sur la Place de la Monnaie à Bruxelles, qui deviendra pour un jour la "place de la solidarité".

On y rassemblera des jouets et du matériel scolaire. Les enfants réaliseront des dessins qui seront envoyés aux enfants de Yougoslavie. Animation enfantine, exposition de dessins d'enfants yougoslaves. Pour plus d'info : 02/513.53.86.

protection pour nos militaires, c'est qu'ils restent chez eux !

Le gouvernement ne veut pas d'enquête qui pourrait révéler ses responsabilités dans le génocide. Depuis des mois, la commission du Sénat pour les Affaires étrangères demande en vain l'autorisation d'examiner les notes envoyées durant les mois avant le génocide aux cabinets des Affaires étrangères (Claes) et de la Défense (Delcroix).

1. La Dernière Heure, 12 juin 1996. 2. La Libre Belgique, 12 juin 1996.

Le front intersectoriel se construit

Des travailleurs de Clabecq, Caterpillar et VW à la manif des enseignants

«Privé, public, même combat !», scandent en coeur les profs, les ouvriers et les étudiants pendant la manif de mercredi dernier. *Le Soir* titre pourtant : «La manif de trop». Vraiment ?

Gilles Martin

Deux mille personnes se sont réunies à Bruxelles ce 12 juin pour protester contre le décret Onkelinx. C'est déjà une victoire à cette période de l'année. Une manif à la mi-juin, c'est exceptionnel. Sa force : des délégations de Clabecq, Caterpillar, VW mais aussi des étudiants de l'ULB, des membres de l'association de parents COPAIR, etc. «Ce ne sont pas les profs qui ont trop de congés, ce sont les autres qui n'en ont pas assez !», crient les travailleurs de VW. Régis Dohogne (CSC-Enseignement) est touché : «C'est réconfortant, les profs se croyaient seuls. La présence des travailleurs de Clabecq, de Caterpillar, de VW prouve que c'est faux ! On sent tout le secteur interprofessionnel se mettre en branle !» La présence de plusieurs secteurs qui manifestent ensemble au cri de «Faites payer la crise aux riches !» met une ambiance du tonnerre.

Les travailleurs de Clabecq ont saisi l'enjeu : «Nous sommes là pour élargir le mouvement. Nous sommes tous dans le même pétrin, la lutte doit devenir intersectorielle.» Cette manif a été extrêmement précieuse : la solidarité entre tous les travailleurs s'est renforcée.

Un flic pour deux manifestants !

La manif s'ébranle vers le siège de la Communauté française où la gendarmerie attend derrière ses chevaux de frise. La Communauté n'est même pas à portée d'oeufs. Mais les flics oui !

Les étudiants nous livrent alors leur

recette préférée : omelette sur casques policiers ! Dohogne s'insurge contre l'interdiction de passer devant la Communauté : «Quand on a peur, on fait ce qu'on peut» Effectivement, il suffisait de voir le déploiement de forces de répression : 12 autopompes et 1.000 gendarmes et policiers. Un pour deux manifestants !

Le cortège se dirige ensuite vers le PS. Des flics en civil suivent le groupe d'étudiants. Les jeunes les repèrent. Directement, ils foncent tête baissée. Les flics n'ont pas le choix : ils se tirent ! Le PS est un véritable camp retranché : chevaux de frises, gendarmes serrés et armés, deux autopompes, fusils anti-émeute. Chaque manifestant est soigneusement filmé. Voilà la démocratie version PS. Jean-Marie Ansciaux (CGSP-Enseignement) confirme : «Derrière la gendarmerie, il y a des décisions politiques !» Les manifestants claquent leurs dernières munitions : oeufs de peinture, pierres. Ils allument tous les papiers qui traînent. Un enseignant s'énerve : «La détermination des manifestants ne peut s'éteindre après cette manif. Cette mascarade de démocratie est intolérable, il faut continuer la lutte.» Un professeur de la province du Luxembourg enchaîne : «Je perds mon emploi, le 1er septembre. La lutte continue; je n'ai pas le choix.»

Reprendre en septembre ? Le mois de juin n'est pas terminé. Pendant la manif, Jean-Marie Ansciaux propose d'organiser encore de petites actions. Sans oublier le grand rendez-vous du 29 juin : le Congrès du Parti "Socialiste". Juin ne sera pas seulement le mois des examens !



Métallus et jeunes élèves bras dessus bras dessous à la dernière manif de Clabecq. Ils luttent ensemble pour une société qui ne soit plus dominée par le flic.

Le PS protégé par les trotskystes

Devant le PS, Rebelle suivi des étudiants entonnent : «Non à la dictature du PS». Directement Jan Dumoulin, le président des jeunes du «Militant» (organisation trotskyste) et Thomas Weys (POS) tentent de déformer le slogan repris par les jeunes : «Non à la trahison du PS». Pire, les deux protagonistes tentent d'empêcher une intervention du PTB qui explique que le PS n'avait jamais été à

gauche. La tactique est simple : semer chez les jeunes qui se révoltent contre ce système des illusions sur la social-démocratie. Ils veulent faire croire qu'on peut encore changer le PS et ainsi empêcher la rupture avec ce parti. Pendant des dizaines et des dizaines d'années des militants ont tenté de le faire. Cela a mené nulle part. Militant et le POS nient l'affaire car ce sont des réformistes. Et pas

seulement. Quand tous les jeunes entonnaient «Gestapo» face aux flics : deux membres du POS ont entonné Gepeou, Gepeou (la police politique sous Lénine) voyant que cela ne prenait pas ils changent de tactique en beuglant «KGB, KGB» Voilà une belle illustration du trotskysme : anticommunisme et réformisme sous un verbiage révolutionnaire. Ne nous laissons pas tromper ! (G.M.)

Le gratin patronal chahuté par soixante profs

Trois étudiants arrêtés dans un café après l'action

Pierre Isarra

La Fondation de l'Entreprise (organisation patronale) organisait le 13 juin, à la Banque Nationale, un colloque sur la formation. Une soixantaine de profs et étudiants veillaient au grain. Ils ont accueilli chaque grosse limousine aux cris de : «Non à l'école aux mains des patrons !» Le front commun voulait ainsi manifester contre la privatisation de l'enseignement. Sous un concert de «Laurette, soubrette du patronat», Onkelinx est rentrée au colloque pour entendre les desirats du patronat. Albert II, invité de marque, fut lui accueilli par l'Internationale.

Après l'entrée du souverain, les portes se ferment. Régis Dohogne, présent parmi les profs, lance un appel concret de solidarité : «Appelez les ouvriers de Caterpillar

pour souder les portes !» Autre commentaire : «Des portes fermées sur une société ouverte».

Edith Cresson, ancien premier ministre PS français, arrive en retard. Devant les drapeaux syndicaux, elle marque un instant d'attention. Mais très vite, son coeur réaliste de social-démocrate la pousse à rejoindre ses amis les patrons.

La BSR était largement présente. Olivier, membre de MML, raconte : «Après l'action, qui s'est passée dans le calme, tout le monde rentre. A ce moment, deux étudiants de l'ULB et moi-même réalisons que nous sommes suivis par des flics en civil. Ce sont des agents de la BSR qui ont dû quitter la manif du mercredi sous les huées de centaines de manifestants. Nous sentons qu'ils veulent régler des comptes. Nous rejoignons alors des profs dans un café du

centre. Là, à l'indignation générale, des policiers viennent nous y arrêter. Des profs dans le café réagissent : «Vous êtes fous ! Nous ne sommes plus dans une démocratie !» Rien n'y fait. Nous sommes emmenés au poste de gendarmerie. Là ils nous disent qu'il s'agit d'une arrestation judiciaire et que le parquet pourrait nous poursuivre. Personnellement, j'ai eu droit à des injures et une leçon idéologique. Un des flics en civil m'enseigne : «La révolution ne sert à rien. Vous n'arriverez pas à changer le monde.» Là j'ai compris qu'ils m'arrêtaient pour mes idées. C'est choquant que ceux qui manifestent et luttent pour le refinancement et pour le socialisme soient poursuivis, pendant qu'Onkelinx & Cie sont protégés par des milliers des gendarmes, et sont reçu à bras ouverts par les patrons et le roi.»



Sa Majesté le roi a été accueillie aux accents de l'Internationale...

Les "antennes" des travailleurs

A l'usine, au café, en réunion syndicale, l'information à la base

A l'usine Splintex, discussions à midi : «Les ouvriers de Clabecq se battent pour leur gagne-pain. Ils ne se laisseront pas faire.» A la maison médicale de Médecine pour le Peuple à Schaerbeek, les patients s'inquiètent d'une nouvelle taxe. Non, ceci n'est pas le journal télévisé. Ma tournée téléphonique du mardi soir rapporte beaucoup de nouvelles du terrain.

Riet Dhont

Pour avoir une idée concrète des problèmes que vivent les gens, il faut écouter attentivement, poser des questions, dans tous les milieux.

C'est l'ambition des "antennes", des lecteurs qui écrivent de petits rapports, qui notent ce qu'ils entendent à leur travail, au café, dans une réunion syndicale, dans la salle d'attente du médecin. Une source d'information, mais aussi une source d'inspiration pour le travail du parti, pour orienter les tracts et les articles sur ce qui vit parmi la population. Le mardi soir, le téléphone sonne dans une série de maison. Chaque "antenne" raconte ce qu'elle a noté, entendu, au cours de la semaine précédente. Quelques informations récentes...

Aux yeux de notre bourgmestre PS, nous sommes trop riches...

A Lommel, commune dirigée par une coalition socialiste-libérale (bourgmestre socialiste), des habitants touchant un revenu jugé trop élevé sont expulsés de leur logement social. Trois familles habitant le quartier depuis 20 ans seront remplacées par des familles au revenu plus bas. Une mesure qui suscite beaucoup de divisions et des réactions racistes, notamment à l'égard d'une famille turque du quartier. Des riches, les gens qui disposent d'un revenu décent ?



Entre-temps, des compagnies immobilières, dans lesquelles le bourgmestre est impliqué, construisent de grands immeubles dans la commune. Il faut donc trouver des locataires ou des acquéreurs pour ces nouveaux logements parmi la population "aisée" ! Un comité d'action a été créé. Les médecins de la maison médicale de Médecine pour le Peuple y participent.

Taxe poubelles : toujours plus chère



Le bourgmestre socialiste de Maasmechelen innove le ramassage des déchets ménagers. Les habitants doivent désormais sélectionner les déchets. Sur chaque sac en plastique il faut apposer un autocollant, qui coûte 15 francs. Immédiatement, les gens ont créé un comité d'action pour s'opposer à cette nouvelle taxe. La sections locale du PTB y participe activement.

Taxe communale de 5.000 francs sur les antennes paraboliques

La semaine dernière, chaque habitant de Schaerbeek a trouvé dans sa boîte aux lettres une lettre l'invitant à payer une taxe communale de 400 francs pour les égouts. Une deuxième lettre y était jointe à



compléter par ceux qui possèdent une antenne parabolique. De nombreuses familles immigrées veulent capter les émissions de pays arabes ou de Turquie. Elles devront payer 5.000 francs, sous prétexte que ces antennes nuisent à l'environnement. Cette mesure a suscité la colère de nombreux immigrés qui considèrent qu'elle est raciste : «Nous comprenons mal le français et nous aimons regarder la télévision arabe. On nous punit pour cela.»

Solidarité avec les enseignants dans l'usine aussi

Dans l'usine Splintex, un ouvrier a vendu douze autocollants "Pour l'avenir de nos enfants. Bravo enseignants". Cet autocollant du PTB se vend à 50 francs. L'argent sera remis à la fin juin aux collectifs d'enseignants pour les aider à poursuivre leur lutte en septembre. «D'abord, mes collègues de travail étaient réticents, parce qu'ils considéraient que les enseignants gagnent trop. Mais en leur expliquant la véritable situation, j'ai vendu douze autocollants en une heure. Les gens comprennent bien qu'on essaye de les diviser et de les monter les uns contre les autres, secteur par secteur. Ils approuvent les actions que les enseignants préparent pour septembre, parce qu'ils savent que le gouvernement prendra de nombreuses décisions

pendant les vacances. C'est donc le moment de nous joindre à la lutte de l'enseignement. Cette idée commence à faire son chemin.»

Travailler jusqu'à mes 65 ans ? Je suis déjà à bout...

Dans une entreprise anversoise qui emploie beaucoup de femmes, c'était l'angoisse cette semaine. Des rumeurs courent selon lesquelles le gouvernement compte prolonger l'âge de la pension pour les femmes et la porter à 65 ans. Beaucoup de femmes avaient espéré prendre leur retraite au plus tard à 60 ans. Beaucoup souhaitent d'ailleurs partir plus tôt en acceptant la prépension. Le travail

s'alourdit de jour en jour, la productivité augmente, ainsi que le stress. Le report de l'âge de la pension à 65 ans permet au gouvernement d'économiser au moins 70 milliards, sans créer d'emplois pour les jeunes. Le PTB doit absolument prendre position dans ce domaine.

Vous aussi, devenez une "antenne" !

Nous recherchons, pour notre tour téléphonique du mardi soir, un lycéen, un étudiant de l'université, un commerçant, un enseignant, en fait des informations sur tous les secteurs. Vous pouvez nous renvoyer le bon ou nous téléphoner.



Une antenne pour le PTB

Complétez le bon ci-dessous ou téléphonez-nous...

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. :

Age : Profession :

veut être contacté comme "antenne" par téléphone entre h et ...h.

je peux envoyer chaque semaine des notes écrites.

A renvoyer à PTB Antennes, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.



Source d'information

Le livre "Le parti de la révolution"* analyse les méthodes pour transférer de façon efficace l'information de la base à la direction du parti. Les "antennes" et les notes de jour sont une source importante d'information. Il s'agit de consulter des syndicalistes, médecins, militants travaillant dans des organisations progressistes, dans les universités, etc. Ces informations sont discu-

tées. Comment doit réagir le PTB ? Quel thème doit être approfondi ? Lequel doit faire l'objet d'un tract, d'un article dans Solidaire ? C'est la tâche de la direction du parti d'utiliser immédiatement ces notes et de les publier dans le journal Solidaire.

* Ludo Martens, "Le parti de la révolution", 5e Congrès, Editions PTB, p.249.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

On ne financera pas votre auto

A la mi-avril, un copain de Clabecq a introduit une demande de financement pour une voiture à la Générale de Banque. Contrairement aux habitudes, on l'a fait attendre sept semaines pour lui annoncer, le 31 mai, que c'était refusé. Comme par hasard, c'était le jour où Gandois a remis son plan à Collignon, ministre-président "socialiste" de la région wallonne. La Générale, banque-pilier du capitalisme, ne veut pas prendre le risque d'accorder un prêt à un ouvrier qu'un de ses partenaires capitalistes a décidé de licencier ! Notre emploi, il faut le défendre bec et ongles. Ceux qui ont déjà des dettes et du mal à en sortir doivent bien se rendre compte qu'une fois au chômage, leur situation sera pire.

**Un travailleur des Forges
e Clabecq**

L'amertume n'est pas le point final

L'usine Euroblan à Molenbeek, blanchisserie industrielle, a fermé ses portes. Moi, Louisa, j'y ai travaillé depuis 1977. Je suis italienne. Mon père est venu en Belgique en 1946 pour travailler dans les mines. Nous avons vécu dans les baraques, c'était la misère. Ma mère avait le coeur lourd quand à leur tour mes frères devaient descendre dans la mine. Nous avons toujours dû travailler durement et maintenant cette fermeture, cela me pèse. Je pense à tout ce que nous avons vécu ensemble. J'ai le besoin de l'exprimer. Je revois dans mon esprit la dernière période. Depuis tout un temps, des "Messieurs", accompagnés de la direction, vont et

viennent. On prend des mesures. Nous, ouvrières, demandons si l'usine va être vendue. A nos questions on n'obtient que des réponses vagues : «Rien n'est décidé, faut surtout pas s'inquiéter». Maintenant je comprends : pour les patrons il faut que les ouvriers travaillent et se taisent. Les décisions se prennent sans nous. Les patrons parlent surtout de la concurrence. Et c'est la concurrence qui a décidé que cette usine devait fermer et que nous avons été séparés : les uns transférés au siège d'Euroblan à Schaerbeek ou Vilvorde. Les autres sont poussés à prendre la prépension ou à un départ so-disant volontaire. Et dire qu'on a travaillé, lutté ensemble. Il y avait de l'amitié... On nous dit que les bâtiments sont trop vieux. C'était pas les bâtiments qui nous dérangeaient, mais la pression que les patrons exerçaient sur nous pour produire toujours plus, encaisser toujours plus de bénéfices, être compétitifs. Voilà en quoi se résume une vie de travail. La vie d'usine est un monde sans pitié où les faibles sont exclus, où restent seulement les plus productifs. Cela tue la solidarité. Tout pour le boulot et chacun pour soi. C'est la loi du plus fort. Les patrons, avec tous leurs moyens de pression sont trop souvent parvenus à nous faire marcher selon cette loi de la concurrence. Je l'ai toujours vécu comme une capitulation, mais surtout comme la défaite de tout notre système de production. J'ai lutté pour que le travail de chaque personne soit reconnu, mais voilà, il y avait cette concurrence qui est une vraie injustice envers les ouvriers. La dernière semaine, les sections ont été transférées l'une après l'autre vers un autre siège. J'ai fait un tour à la section couture. J'ai vu des gens contents de pouvoir continuer leur travail ailleurs, une période d'incertitude passée, mais pour combien de temps ? Et j'ai vu des visages tristes, très tristes. Une fille m'a dit : «Demain je pars à Schaerbeek, mon coeur est triste, j'ai le sentiment que je vais émigrer». Une collègue syndicaliste m'a confié : «Nous avons fait des efforts pour maintenir l'emploi.

Aujourd'hui nous ressentons une amertume lorsque nous voyons cette usine se vider du matériel et surtout de son personnel.» Mais l'amertume ne peut pas être le point final pour les ouvriers. Ce sont les capitalistes avec leur système de concurrence qui sont coupables de notre misère. Pourquoi nous n'avons pas réussi à nous battre ensemble contre eux, pour notre emploi ? Pourquoi avons-nous uniquement exigé plus de prime ? Je n'accuse personne, mais un jour nous devons y arriver... Ce n'est pas parce que je ne suis plus à l'usine que je ne me battrais plus. Je veux m'engager, comprendre.

**Louisa B., ex-députée
Bruxelles**

Solidaire en prison

J'ai effectué mon paiement pour un abonnement de six mois. Comme cadeau, je choisis la vidéo "Capitalisme ou communisme" pour que vous le donniez — s'il vous plaît — à un(e) des plus jeunes camarades du PTB. J'ajouterai que Solidaire va être un guide pour certains détenus francophones de la prison de Bruges. En terminant, je salue les travailleurs du monde entier, en lutte contre le féodalisme, le capitalisme et l'impérialisme et tous les réactionnaires du monde.

**Kasim
Bruges**

Médecine pour le Peuple : tombola

Liste des numéros gagnants :
208, 261, 581, 813, 994, 1027, 1152, 1415, 1455, 1468, 1725, 1738, 1744, 1935, 1939, 1950, 2254, 2541, 2552, 2916, 3051, 3204, 3341, 3707, 3851, 4008, 4074, 4427, 4506, 4519, 4530, 4593, 4804, 4964, 5125, 5877, 5901, 5921, 6014, 6555, 7007, 7337, 7435, 8247, 8423, 8442, 8832, 8949, 9338, 9359, 9375, 10458, 10514.

Prix disponibles jusqu'au 31 août 1996 à Médecine pour le Peuple à Hoboken (Anvers), Oudestraat 34. Tél. 03/828.02.43

Rectification : Subside à la Sécu

Dans le dossier sur la Sécurité sociale dans Solidaire n°24, à la page 10 colonne 3, il y a la phrase : «Si l'Etat payait aujourd'hui le même pourcentage du Produit National Brut qu'en 1982

(11 %), le trésor public devrait payer 250 milliards de plus par an.» En réalité vous devriez lire : «En 1983, le subside de l'Etat à la Sécu représentait encore 7 % du Produit National Brut (PNB); en 1993 il n'était que de 3 %. Puisque le PNB est aujourd'hui de 8.200 milliards par an, l'Etat devrait, s'il payait toujours 7 % du PNB (574 milliards), verser annuellement 4 % du PNB de plus — 328 milliards de plus — dans les caisses de la Sécu.» Avec nos excuses pour cette erreur.

La rédaction.

Jacques Ganton nous a quittés

Jacques nous a quittés trop tôt, il n'avait que cinquante ans. Il était encore à la fête de Médecine pour le Peuple à Anvers. Jacques était un syndicaliste combatif, c'était une partie de sa vie.



Nous avons encore tellement de projets ensemble. Il avait décidé de devenir membre du PTB. Depuis qu'il a connu Solidaire, il ne pouvait plus s'en passer. Solidaire a approfondi son travail syndical. En 1994, il n'a pas hésité à être candidat du PTB aux élections communales.

Lors de la campagne du Référendum des Travailleurs, il a rentré des dizaines de formulaires remplis. Chaque jour, il menait des discussions avec ses collègues de travail. Il notait leurs idées et leurs récits. Il avait toujours sur lui sa farde de documentation avec des données chiffrées, qu'il utilisait dans les discussions.

Jacques savait qu'il était malade, mais jamais il ne se plaignait. Il luttait avec sa femme pour la santé de son jeune fils, qui souffre de mucoviscidose, maladie incurable. L'indemnité d'invalidité leur avait été retirée, suite aux mesures gouvernementales d'austérité dans les soins de santé. Ils avaient intenté un procès contre cela. Un verdict favorable ne servira pas seulement leur fils, mais beaucoup d'autres enfants dans le même cas. Malheureusement, Jacques n'en connaîtra pas le résultat. Nous disons adieu à ce sérieux et fidèle camarade.

Les camarades et les amis du Parti du Travail souhaitent beaucoup de courage à sa femme et la soutiendront pour continuer le combat pour leur fils.

**Gerda Verlinde
Gand**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée: le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Grand jeu concours : "Une seule solution, la révolution"

Pour préparer l'Université marxiste d'été de Rebelle (du 29 juin au 3 juillet)

Comment participer au concours ?

1. Tu lis attentivement toutes les questions.
2. Un crayon, un stylo et à l'attaque !
3. Tu amènes le questionnaire à l'unif lors de ton inscription
4. Les bulletins seront dépouillés au cours des conférences. Les meilleures réponses recevront... Surprise !
5. Les bonnes réponses et les explications seront données à l'université même (c'est indiqué en gras en dessous de chaque question).

1. On ne peut pas changer la société

- Vrai. Je l'ai appris à l'école. Il y a toujours eu des riches et des pauvres.
- Faux. La société évolue. Les étudiants en ont marre des décrets. Les gens, de ne pas avoir de boulot. Et ils se battent. On ne veut pas rester des victimes. On peut changer radicalement la société, pour qu'il n'y ait plus toute cette misère.
- Vrai. Ceux qui ont le pouvoir sont trop forts. Tout ce qu'on peut faire, c'est se battre pour conserver nos droits.

Samedi après-midi : Une vue marxiste sur l'histoire

2. Si je pouvais voter maintenant, je voterais :

- PS parce que :
- Ecolo parce que :
- PRL parce que :
- PSC parce que :
- Agir, FN parce que :
- PTB parce que :
- GU, Socialisme International, La Lutte parce que :
- autre parce que :

Mercredi matin : Le parti révolutionnaire

3. La révolution de la Commune de Paris a eu lieu en :

- 1789
- 1870
- 1871

Dimanche après-midi : La Commune de Paris

4. Ma proposition pour résoudre la crise :

.....
.....
.....

Dimanche matin : L'explication marxiste de l'économie

5. "La révolution n'est possible que si elle a lieu dans tous les pays en même temps. Il faut une révolution mondiale et permanente".

- Vrai. Si on fait la révolution seulement en Belgique, on sera tout de suite attaqué par les autres pays. Il faut attendre que la révolution se fasse partout.
- Faux. Parce que la situation économique est différente dans chaque pays. Les conditions ne sont pas mûres pour faire la révolution dans certains pays, dans d'autres oui. Si on attend, on ne fera jamais rien.



L'unité entre ouvriers et étudiants : un cocktail explosif pour le gouvernement. Tu verras à l'unif que c'est déjà un pas vers la révolution

De qui est cette citation au début de la question 5, à ton avis ?

.....
Lundi matin : La révolution russe
Mardi matin : Le trotskysme

6. Les gens sont trop peu instruits, trop mous. Heureusement, quelques-uns sortent du lot. Eux seuls peuvent réveiller les gens. Par des attentats, ils verront qu'on a raison.

- Faux. Les masses sont les véritables héros. Ce n'est pas une élite qui va faire la révolution.
- Vrai. Regarde tous ces moutons qui ne bougent pas. S'il n'y avait pas quelques personnes pour tout faire péter, il ne se passerait jamais rien.

Lundi après-midi : L'anarchisme

7. Fondamentalement, l'homme est mauvais et bête. Il ne pense qu'à son propre intérêt. C'est la jungle : chacun pour soi.

- Faux. On apprend à être individualiste dans notre société.

Mais on peut aussi apprendre à être autrement, à avoir une autre morale de vie : la morale révolutionnaire. On peut apprendre à utiliser toutes ses connaissances (manuelles et intellectuelles) pour améliorer le sort du peuple.

- Vrai. La preuve : les famines, les guerres... Toute cette misère est créée par l'homme. On peut changer des trucs, mais toujours ça reviendra.
- Vrai. Regarde, même dans certains pays socialistes, les dirigeants sont corrompus, c'est la dictature.

Mardi après-midi : La morale révolutionnaire

Tu as tout rempli ?

Tu as encore des milliers d'autres questions ?

Alors n'attend plus, viens à l'unif d'été marxiste pour jeunes. Note déjà toutes tes questions dans un carnet. Lors des débats, tu pourras les poser et nous trouverons des réponses ensemble. Au programme également : détente, ateliers, sport, film, jeu de nuit et bien sûr une boum le dernier soir !

Etudier OK, mais on veut aussi bouger !

Alors pour tous les jeunes actifs dans le mouvement cette année et pour tous ceux qui le seront l'année prochaine, vous allez être servis !

D'abord, on commence l'unif en force... On va rendre visite au Congrès du PS qui se tient le premier jour de notre unif. Les profs et les syndicats lancent un appel pour se rassembler devant le lieu

où ce congrès se tient. On y va tous, jeunes francophones et néerlandophones, pour briser l'illusion : le PS n'a rien à nous apporter. Il peut encore faire des congrès tant qu'il veut, se redonner un visage de gauche en demandant un impôt sur les grandes fortunes... Nous n'en croyons pas un mot. Et on veut le faire savoir. Face à la politique du PS, on veut mettre la nôtre en avant.

Réformisme ou révolution, voilà le thème de notre unif. Voilà la différence entre le PS et Rebelle, l'organisation des jeunes du PTB.

On va vraiment se défouler à l'unif. Comment ? L'unif sera une école, une école où on apprend à diriger la lutte de classes. As-tu déjà fait un speech dans un mégaphone ? T'es-tu jamais demandé comment mettre

de la peinture dans un oeuf ? Et faire un tract ? Mobiliser des jeunes dans ton école ? Devenir délégué ? Travailler en tant que jeune de Rebelle dans un front, dans un comité ? Se défendre contre la violence policière ? Attention, fais gaffe : ne te fais pas arrêter à l'unif ! Tu vas vivre vraiment au jour le jour la lutte comme si tu y étais !

Oui, je viens à l'Unif !

Renvoyer à Rebelle, bd Lemonnier 171, 1000 Bxl.

Nom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Age : Ecole :

- Je m'inscris à toute l'unif (du 29 juin au 3 juillet)
 - Ci-joint 500 F d'acompte
 - Je vire 500 F ou 2.000 F (prix total) au n° 001 - 0590845 - 94 de Rebelle, Bruxelles.
- Je m'inscris du au
 - Ci-joint 500 F d'acompte
- Je veux un abonnement à l'essai gratuit à Solidaire, pendant cinq semaines.
- Je veux plus d'infos sur Rebelle.